

# relations

juin 1994 3,50\$ no 601

## le travail à la marge



Vivons-nous à l'heure des choix? Quelques signes nous le laissent penser: l'impatience avec laquelle la population québécoise attend les prochaines élections; la décision de plusieurs personnes progressistes (syndicalistes, féministes ou internationalistes) de présenter leurs candidatures; les nouvelles alliances qui se tissent entre les mouvements syndical et populaire contre la mainmise néolibérale sur notre société; la présence officielle de l'Église au sein de ces alliances. Et pourtant, ne faut-il pas mesurer nos choix et le contexte dans lequel il nous faut les faire?

Certains des choix qui s'imposent à nous relèvent de la vie politique. Le besoin d'un bon gouvernement, soucieux du bien-être de l'ensemble de la population et respectueux de la dignité des plus pauvres, se fait vivement sentir. Et c'est sans doute ce besoin pressant qui dictera en grande partie le choix des Québécois et des Québécoises lors du prochain scrutin.

Mais au-delà des choix électoraux, un choix plus fondamental s'impose: quel sorte de société désirons-nous? C'est cette question que discuteront ceux et celles qui participeront à l'Assemblée nationale populaire convoquée par Solidarité populaire Québec, les 10, 11 et 12 juin prochain à Cap-Rouge. Ce sera l'aboutissement d'une longue période de consultation, de réflexion et de débat, impliquant des personnes déléguées par une centaine d'organismes. Cette Assemblée aura comme tâche de cerner le plus clairement possible le *comment* réaliser un Québec solidaire. Et pourquoi ne pas espérer que les principes de base qu'on identifiera trouveront un jour leur place dans une Charte québécoise des droits sociaux?

Plus que jamais, la nécessité d'un projet de société démocratique, fondé sur des principes de justice et d'équité, se fait sentir au Québec. Dans une société où les assistés sociaux vivent dans la honte, où les travailleurs et travailleuses craignent pour leur avenir, où les jeunes appréhendent un avenir bloqué, parler de l'heure des choix, n'est-ce pas faire appel à notre volonté commune de réaliser un tel projet?

Carolyn Sharp

# relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe membre de la Compagnie de Jésus.

DIRECTRICE  
Carolyn Sharp

## COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Jean-Marc Biron, Jacques Boucher, Céline Dubé, Joseph Giguère, Julien Harvey, Guy Paiement, Francine Tardif

## BUREAUX

25, rue Jarry ouest  
Montréal H2P 1S6  
tél.: (514) 387-2541

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION  
Jean Périgny

## COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin, Alain Bissonnette, Jean-François Bouchard, René Boudreault, Pierre-André Fournier, Vivian Labrie, Yves Lever, Jean Pichette, Jean-Paul Rouleau, Shirley Roy

## ABONNEMENTS Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 25,00\$ (taxes incl.)

Deux ans: 45,00\$ (taxes incl.)

À l'étranger: 27,00\$

Abonnement de soutien: 50,00\$

ASSISTANT À LA RÉDACTION  
Fernand Jutras

TPS: R119003952  
TVQ: 1006003784

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes en s'adressant à *University Microfilm*, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor Michigan 48106-1346 USA.  
Envoi de publication - Enregistrement no 0143



Ce qui nous amène au troisième front choisi par M. McKenna: l'assainissement des finances publiques. Déjà depuis plusieurs années, le gouvernement provincial mène une politique d'austérité, où tous et toutes doivent se serrer la ceinture. Parmi les mesures prises par le gouvernement, on retrouve, contrairement à l'Alberta, des hausses de taxes et d'impôt, bien que le dernier budget provincial ait été exempt de telles mesures. Le 1<sup>er</sup> janvier dernier cependant, l'impôt provincial augmentait de deux points pour tous les contribuables. Le Nouveau-Brunswick devenait alors la seule province à augmenter les impôts des plus démunis, la plupart des autres provinces ne l'ayant fait que pour les contribuables les plus riches.

Pour atteindre l'objectif visé, tous les moyens sont bons. On n'hésite pas à déchirer des conventions collectives afin de modifier le salaire des fonctionnaires. On a connu également une foule de coupures. De plus, lorsque l'on va de l'avant avec de nouvelles mesures, le principe de l'équité n'est pas toujours présent. Par exemple, lors de l'implantation du programme de maternelles publiques il y a environ trois ans, le gouvernement annonçait que les enseignantes et enseignants de ces classes ne recevraient qu'une fraction du salaire de leurs consœurs et confrères des niveaux plus élevés, — différence qui prendrait plusieurs années avant d'être éliminée. Finalement, le gouvernement se retire de plus en plus de certains champs d'activités, ce qui nous amène à notre prochain point.

Le quatrième front pour M. McKenna est la réforme des programmes sociaux. Un principe se retrouve dans toutes les actions du gouvernement McKenna: le transfert de la responsabilité du gouvernement vers l'individu. Par exemple, le régime d'aide au revenu du Nouveau-Brunswick est le moins généreux au Canada. Ainsi, en 1992, une personne seule et apte à travailler ne recevait que 3400 dollars, soit 24% du revenu représentant le seuil de pauvreté. Mais telle est la philosophie globale du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Pour le gouvernement McKenna, si une personne est apte à travailler, il n'est alors pas de la responsabilité du gouvernement de s'assurer qu'elle puisse vivre convenablement. Cela devient la responsabilité de l'individu, de sa famille, de la communauté...

Le support gouvernemental n'est même pas toujours là lorsque les gens tentent d'améliorer leur sort. Par exemple, le supplément pour la garde d'enfants qu'offrait la province aux mères célibataires allant aux études fut éliminé avant la dernière année scolaire. Le programme *Nouveau-Brunswick au travail* tombe également dans cette catégorie. Plusieurs des participants trouvent qu'ils sont financièrement défavorisés en participant à ce programme de formation, car des coûts comme celui de la garde d'enfants et du transport ne sont que partiellement compensés. Bien que plusieurs des participants semblent néanmoins satisfaits, il semblerait qu'après environ deux ans près de la moitié des participants ont abandonné ce programme (qui dure trois ans).

Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle initiative. Il offrira 12 000 dollars à des individus approchant l'âge de la retraite, en échange de leur participation à des travaux communautaires pendant six mois. Ceci laisse les participants libres d'aller chercher un revenu supplémentaire sans pénalité pendant le reste de l'année. Bien que l'on puisse applaudir certains aspects de ce programme, l'équité ne semble pas en être sa force. Deux individus pourraient ainsi se retrouver dans un même lieu de travail, effectuant les mêmes tâches mais avec une rémunération différente, l'un étant salarié, l'autre participant au programme. De plus, ne s'agit-il pas d'une main-d'oeuvre gratuite pour le secteur privé, qui pourrait faire appel dans certains cas aux participants du programme?

La révolution McKenna ne serait-elle alors que de la poudre aux yeux? En fait, M. McKenna est très constant dans son approche. Il gère au Nouveau-Brunswick un désengagement de l'État où l'individu est de plus en plus livré à lui-même, dans un monde où le marché capitaliste devient roi. C'est pourquoi, pour plusieurs, la révolution McKenna paraît comme un retour au XIX<sup>e</sup> siècle. ■

Pierre-Marcel Desjardins  
Institut canadien de recherche sur le  
développement régional, Moncton, NB

## DE L'AMOUR ET DES RESTES HUMAINS

Nombreux sont ceux qui, dans mon entourage immédiat ou dans les médias, furent déçus par le dernier film de Denis Arcand, *De l'amour et des restes humains*, adapté de la pièce de Brad Fraser. Laissons de côté les accusations douteuses portées contre Arcand parce qu'il a réalisé son film en anglais avec des acteurs *canadiens*. De même, passons outre aux critiques plus techniques (mauvaise post-synchronisation, direction d'acteurs plutôt faible, etc.). Le malaise est plus profond.

Annoncé comme le film-phare de la génération des 20-35 ans (la fameuse génération X), *De l'amour...* m'a déçu, comme il a déçu mes pairs, parce qu'il brosse en fait le portrait des marges de la génération X. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement moral contre les marginaux et les minoritaires, qui souvent ouvrent le champ des possibles à la masse des conformistes. Toutefois, il faut bien constater que la majorité des membres de ma génération sont hétérosexuels, n'habitent pas le centre-ville, ne consomment pas de cocaïne et ne fréquentent pas, à leur insu ou non, un *serial killer*. Autrement dit, ils sont à peu près absents du film.

Je ne dis pas que le cinéma doit refléter la réalité. Plus per-

sonne n'ose soutenir ouvertement cette thèse, quoique sur certains sujets, il y en a qui tolèrent mal de voir la fiction prendre ses aises par rapport à la vérité des faits. Cependant, *De l'amour...* nous a été vendu sous le label «réalité sociale», et c'est ça qui nous agace. Suite au visionnement du film d'Arcand, Richard Martineau, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Voir*, a exprimé, non sans humour, son ras-le-bol devant l'identification jeunesse = marginalité<sup>1</sup>. Dans un autre contexte, on a vu un tel agacement motiver Catherine Foi à réaliser un documentaire sur les jeunes afin de combattre les préjugés qui courent sur le sujet.

*Misère du couple*. Passant à un second niveau d'analyse (passage toujours discutable en soi), on découvre des affinités entre le paysage mental des personnages de Fraser-Arcand et celui de la génération X en général. À commencer par cette sensibilité à la question de la durabilité du couple: est-il encore pos-

1. Publication du 24 au 30 mars, p. 4.

sible, dans le procès de civilisation qui est le nôtre, ou n'est-il qu'une forme agonisante d'intersubjectivité? Et si l'amitié reste un repère solide bien que trop souvent négligé – la découverte de liens d'amitié entre les deux principaux protagonistes n'est-elle pas le sens de la dernière séquence? – c'est surtout l'amour qui est malmené dans ce film.

Veut-on dire autre chose de la vie de couple vécue par la génération X et filmée par Arcand, qu'on mentionnera la méfiance à l'égard des institutions qui traditionnellement sanctionnent l'union de deux êtres (quand ce n'est pas la méfiance, c'est la folklorisation). J'entends d'ici les hurlements moraux des uns et des autres: ce refus de l'engagement ouvre la porte au papillonnage, la notion de fidélité s'évanouit, la famille n'est plus possible, etc.

Ces arguments ont leur part de vérité, mais ils tournent le dos à la caractéristique fondamentale de la culture européenne depuis la Renaissance: la rupture des attaches traditionnelles et, en contrepartie, la création de modes de vie inédits. Et c'est très exactement cela qui est enfoui au cœur des personnages d'Arcand: la liberté de se faire. Ils sont homo – ou bi-sexuels et ne sont pas plus malheureux ou débiles que les hétéros purs et durs. Leur identité sexuelle est souple, non encline à se fixer sur un modèle en particulier.

*Le déclin de l'empire hétérosexuel.* S'il est une chose pour laquelle on doit louer Arcand, c'est de montrer des homosexuels non caricaturaux. Ils nous apparaissent comme des explorateurs qui, prenant acte de la fatigue du schème hétérosexuel, s'enfoncent dans la zone prosaïque du même.

Mais qu'on ne se méprenne pas: ce n'est pas la domination de l'idéal hétérosexuel en particulier qui est contestable aux yeux

des jeunes générations, c'est le principe de domination en lui-même. S'il est un slogan des *sixties* qui a survécu à cette époque, c'est bien le fameux «Il est interdit d'interdire». Pour être plus précis, je dirais que c'est l'interdiction-en-tant-qu'elle-entraîne-la-vie qui est méprisée par ma génération. L'interdit du meurtre, cela va de soi! Mais l'interdit d'aimer des gens de son propre sexe, pas question! Le véritable slogan serait plutôt «Vivre et laisser vivre».

J'aime bien la séquence finale du film parce qu'elle nous laisse dans l'incertitude quand à l'orientation sexuelle des personnages. Cette séquence laisse flotter le film. À l'instar de notre société, la tendance est au respect des différences. Notion souvent éprouvante, difficile d'accès, toujours à rebâtir, je vous l'accorde. Et je vous concède même qu'elle tend à limer la pensée critique. Dans certains milieux (éditoriaux, universitaires, financiers) il est très *in* de s'en prendre aux défenseurs du droit à la différence. L'accusation d'être *politically correct* se veut un synonyme de manque de discernement et d'aphasie intellectuelle.

Or, je poserai une question: qu'est-ce qui doit animer une pensée critique? Dit autrement: quel est le sens ultime d'un regard non naïf sur le monde? Il serait singulièrement malhonnête de refuser d'affronter cette question.

Au fond, ce film agit comme révélateur, en ce qu'il fait parler les gens: c'est dans les commentaires personnels qu'il suscite qu'on en apprend sur le statut des marges et de la liberté de notre société. L'effet de miroir qu'il propose n'est pas sur l'écran, il est dans nos mots. ■

Marc Lemire

26 ans

## DES COMMUNAUTÉS RURALES RESPONSABLES

C'est autour de ce thème que s'est tenue, à Joliette, le 21 février 1994, la troisième conférence nationale de *Solidarité rurale du Québec*. La région Lanaudière, où quelques centaines de participantes et participants se sont retrouvés, illustre bien la pertinence du thème puisque 90% du territoire est rural et 32% de la population vit en milieu rural, soit 100 000 des 300 000 personnes.

Une des grandes préoccupations, suite aux états généraux, est de faire émerger graduellement dans le monde rural un nouveau modèle de société plus respectueux des personnes et de leur environnement physique et social. Le moyen ciblé cette année était la *prise en charge par les communautés rurales* de leur propre vie, de leur propre avenir et de celui des territoires où elles sont implantées.

Près d'une dizaine de personnes-ressources ont apporté leur contribution. Issues du milieu des jeunes et des communications, du milieu syndical, ecclésial, universitaire, coopératif, et provenant de divers coins du Québec comme Rimouski, l'Abitibi, le Bas St-Laurent et Coaticook, ces personnes nous ont partagé leurs expériences, leurs réflexions et questionnements. Grâce à une interaction constante avec l'auditoire, les échanges sont demeurés concrets et réalistes.

Le thème de la Conférence comportait deux volets. Le premier a traité des *communautés rurales qui se solidarisent*. Rappelons brièvement deux interventions. Adéodat St-Pierre nous a fait part d'une pièce de théâtre: «Village pour demain». L'objectif était de

stimuler les gens des villages du Bas St-Laurent dans leur volonté de prendre en main leur avenir. C'est en se reconnaissant dans des valeurs et des forces humaines qui leur sont propres et en créant des liens étroits à travers leur action, que les gens concernés pourront y parvenir. Pour sa part, Lorraine Pagé nous a partagé un intéressant point de vue: dans un «Québec cassé en deux», certaines régions se sont vues marginalisées; avec une «économie à valeur ajoutée» pour un «État à valeur ajoutée», il devient urgent de créer une «société à solidarité ajoutée».

Le deuxième volet, sur les *communautés rurales qui passent à l'action*, a permis des moments d'humour et de vérité. Une pertinente intervention de la salle est venue rappeler l'importance des «petits ajustements» et «petits gestes» du quotidien, en cohérence avec nos options. Lors des pauses santé de nos multiples réunions de tous genres, que faut-il offrir? Le jus de pomme des producteurs d'ici, dans la ligne des produits «Qualité Québec», ou le jus des oranges produites ailleurs? Un geste simple, mais qui a des conséquences importantes!

Hugues Dionne a mis en évidence le fait que *le rural* est un «lieu de mémoire» des valeurs humaines et aussi «une chance» pour explorer de nouvelles relations aux autres et à la terre. Puis, Claude Charron, un urbain, nous a rappelé que le peuple québécois «sent encore la terre», mais qu'il a à retrouver ses racines afin de contribuer à édifier une société dont le défi consiste à répartir *autrement* la richesse.

J'aimerais, en terminant, vous faire part de quelques invita-

tions lancées au cours de cette Conférence. Pussions-nous les considérer comme des objectifs à poursuivre, là où nous sommes! Les participantes et participants ont été invités à réfléchir sur l'importance de redécouvrir le sentiment de citoyenneté, à redonner son visage d'humanité à nos sociétés, à se tenir debout contre le pessimisme et le fatalisme, à décider de vivre nos valeurs et de croire au possible, à refaire le maillage de tous les individus et groupes de nos milieux, à remettre l'imagination et la créativité au pouvoir et, enfin, à réapprovoiser le processus démocratique dans chacun de leurs groupes.

De bien belles considérations me direz-vous! Mais rassurez-vous, car le président de Solidarité rurale du Québec, Jacques Proulx, a conclu la journée en invitant l'assemblée à revenir l'an

prochain pour partager des expériences réalisées, des bouts de chemin parcourus, des gestes posés sous le signe de la créativité et de l'imagination.

Permettez-moi de souhaiter que, dans la région Lanaudière et ailleurs au Québec, les nombreuses institutions scolaires ou autres qui nous offrent habituellement des caisses d'oranges et de pamplemousses (made in...) pour leur campagne de financement, nous proposeront à l'avenir davantage de sacs de pommes ou de carottes! ■

**Reine Magnan**

Responsable des services de pastorale sociale  
Diocèse de Joliette

## ZIMBABWE: VERS UN DÉVELOPPEMENT AUTOFINANCÉ?

**a** lors que les traditionnels pays donateurs diminuent leur aide à l'Afrique, à Bulawayo, au Zimbabwe, une ONG se lance en affaires pour pouvoir continuer d'exister. Une première nationale sinon mondiale. Il y avait quatre ans que les négociations duraient. Lucas Batteries of Zimbabwe, filiale zimbabwéenne de l'important fabricant britannique de batteries d'automobiles, a finalement été achetée par des investisseurs locaux. Au nombre de ceux-ci, une ONG: ORAP, pour Organization of rural associations for progress, qui pourra désormais encaisser 10% des dividendes de la nouvelle compagnie formée par les nouveaux propriétaires.

«Il n'y a aucune gêne à faire ce que nous faisons, se défend la directrice d'ORAP, Sithembiso Nyoni. La transaction est tout ce qu'il y a de plus légal. Nous toucherons nos dividendes de la

même façon que nous touchons les dons des organismes occidentaux. Nous demeurons une ONG.»

Il y a lieu d'être surpris quand on connaît le passé socialiste du Zimbabwe et la mentalité socialisante et presque anticapitaliste qui anime habituellement le monde des ONG. La surprise disparaît toutefois quand on constate qu'ORAP a 102 employés à plein temps, 82 autres payés par d'autres programmes, une quincaillerie, un garage, une flotte de nombreux véhicules dont plusieurs camions de livraison, des bureaux en train d'être agrandis et des activités qui touchent pas moins d'un million et demi de personnes dans un pays dont la population totale dépasse à peine les dix millions.

Rien à voir avec les petites ONG souffreteuses qu'on a l'habitude de rencontrer par-ci par-là en Afrique ou ailleurs dans le monde. ORAP mène donc des projets à la hauteur de ses aspirations. Ainsi, ses dirigeants pensent créer, avec les profits provenant de la fabrication des batteries, une société par actions pour financer des projets dans les communautés rurales où le crédit est généralement difficile d'accès aux petits entrepreneurs.

Sur le terrain, ORAP est présente dans divers domaines: l'amélioration de l'habitat, la production agricole, la santé, la création d'emplois, la création de centres de développement, le soutien technique aux communautés, l'appui à la recherche de financement, etc. «Mais, affirme madame Nyoni, ORAP est plus un mouvement qu'autre chose. Notre but est de mobiliser les gens, les impliquer dans le développement. Notre rôle est de nous assurer, avec les gens, que le développement a bel et bien lieu dans les communautés, dans les villages.»

ORAP met donc l'accent sur l'éducation au développement et tente d'inculquer à ses membres le sens de la responsabilité face au développement. «L'aide occidentale à l'Afrique a diminué de 58% au cours des dernières années, poursuit la directrice d'ORAP. Nous, nous ne voulons pas disparaître. Alors si le développement doit continuer, il faut que les Africains y contribuent. Le développement, ce n'est pas seulement de consommer l'aide qui nous vient de l'étranger. Il faut d'abord bien la gérer, veiller à ce qu'elle soit bien utilisée et cela veut dire qu'il faut impliquer les gens à la base et les habituer à ne plus se contenter de recevoir.» ■

**Michel Bellemare**

journaliste indépendant

**VOTRE DON  
VA LOIN**

*l'interaction  
des  
peuples*

Grâce à vous, Développement et Paix soutient, dans le tiers monde, l'action de partenaires courageux qui luttent pour un monde plus juste.

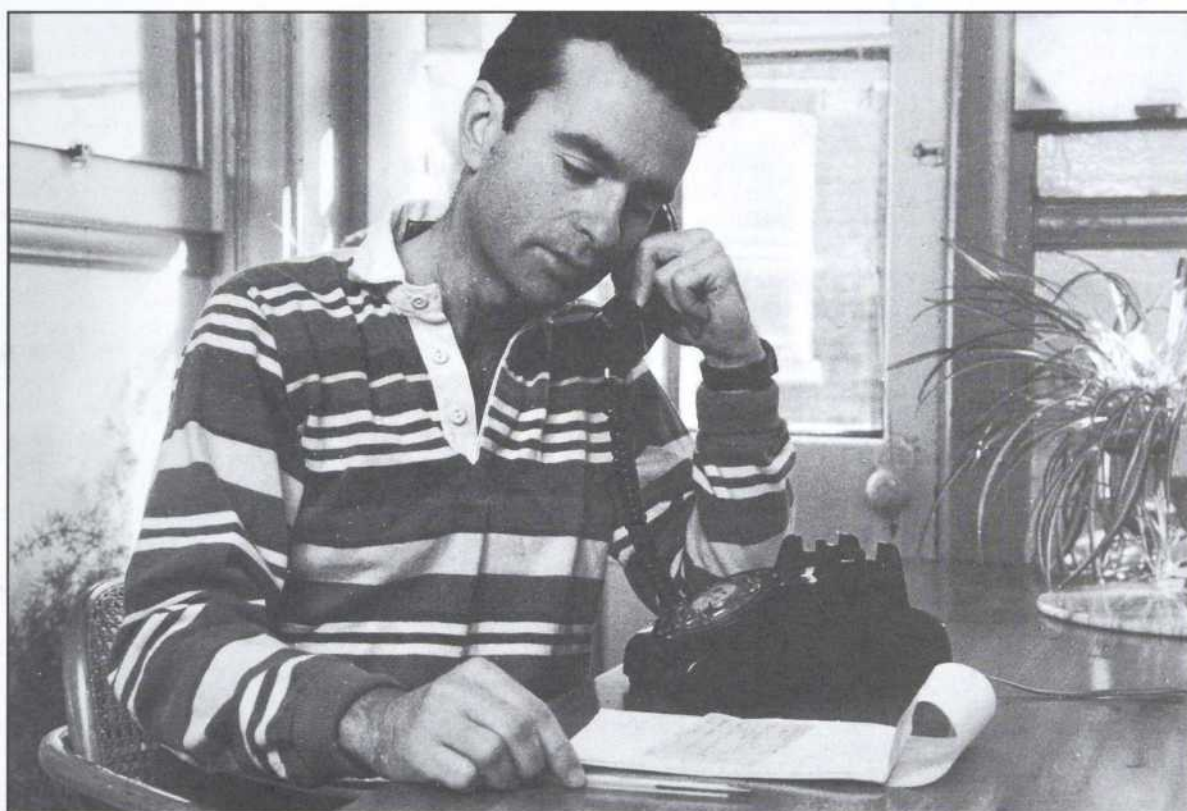


**DÉVELOPPEMENT  
ET PAIX**

5633, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H1N 1A3  
(514) 257-8711

DOSSIER

# le travail à la marge



Jean F. Leblanc/STOCK

Dans deux dossiers publiés antérieurement, *Relations* a traité de la question du travail salarié et reconnu socialement, s'exerçant dans des lieux visibles ou des établissements explicitement voués à cette fin. Or il existe quantité de travail plus ou moins reconnu économiquement, qui n'est donc pas rémunéré ou pas payé dans sa totalité, qui n'est pas comptabilisé dans le produit intérieur brut (PIB). Même s'il n'est pas clandestin ou illégal, ce travail demeure cependant peu visible, socialement marginal. Nous pouvons l'appeler «travail caché» ou plus largement «travail à la marge».

# LE TRAVAIL À LA MARGE

par Jacques Boucher

dans le travail à la marge, nous classons d'abord le travail domestique traditionnellement accompli par les femmes. Mais voici qu'avec le développement de l'informatique et de la télématique, le travail rémunéré s'introduit de plus en plus dans les appartements et les maisons privées, sous de nouvelles formes tout à fait légales, comme nous le montre la contribution de Laura C. Johnson à ce dossier. Parallèlement, il semble bien que le travail domestique, salarié, mais sous-payé et sans protection, se répande dans un nombre croissant de foyers grâce à l'«importation» de main-d'oeuvre féminine du tiers monde, comme nous le révèle le texte de Marie Boti et Michelle Smith. À l'inverse, il existe un volume considérable d'heures de travail non rémunérées, au service de ses semblables ou de la communauté. Il s'agit du travail bénévole, librement consenti, dont Danièle Guigard Feredj nous dresse un rapide mais éloquent tableau. De son côté, Jacques T. Godbout fait ressortir que cette forme de solidarité prend tout son sens dans le don entre étrangers, signe de gratuité sans attente de retour, contrairement à ce qu'avancent les thèses utilitaristes.

Les limites d'un dossier nous empêchent d'explorer toutes les formes de ce travail à la marge. Certaines pratiques côtoient l'illégalité, laissant miroiter la perspective d'un emploi stable si l'individu s'y plie temporairement. C'est ainsi qu'au hasard des conversations, on entend des personnes admettre qu'elles acceptent de donner gratuitement du temps de travail, sous prétexte d'entraînement, d'apprentissage ou encore de faire des heures supplémentaires non rémunérées en attendant que les «affaires» aillent mieux. Sous des apparences de travail volontaire, ces pratiques glissent dans la manipulation et la fausse représentation.

D'autres pratiques, exemptes de tout soupçon cette fois-ci, entraînent cependant une prestation totale d'heures de travail beaucoup plus élevée que la rémunération globale qui est attribuée pour un contrat de travail. Ainsi, les contractuels comptabilisent rarement tout le temps qu'ils mettent à la recherche de contrats, à l'élaboration de propositions de travail, à la gestion courante nécessitée par un

tel type d'activité, sans compter les investissements en équipement nécessaire. Enfin, la compétition est souvent importante entre pigistes et ces derniers acceptent souvent d'allonger les journées de travail sans compter, pour décrocher des contrats ou garder un client. Avec l'introduction des règles du marché ou la déréglementation croissante du travail, nous sommes en droit de nous demander si nous n'allons pas régresser vers le vieux système du «tâcheron» (comme au XIXe siècle), pour une frange relativement importante du travail vouée à la précarisation ou à l'incertitude.

## Deux types de situations

Nous le voyons bien, il existe au moins deux types de situations très différenciées, opposées même, de travail à la marge. L'un est choisi comme lieu de liberté, de créativité et de valorisation. L'autre est plutôt subi, basé sur la concession à sens unique, dans l'espoir d'obtenir une rémunération nécessaire à la survie.

Dans le premier cas, nous retrouvons un certain nombre de personnes qui préfèrent, pendant une période de leur vie au moins, travailler «à contrat» ou comme pigiste, afin d'avoir plus d'autonomie d'horaire, de mouvement et dans l'organisation de leur travail. Nous pouvons ajouter, sous ce type d'activités, le travail bénévole sous différentes formes, exécuté tant en dehors du cadre du travail salarié qu'en relation avec lui, comme par exemple le militantisme des employés de différents groupes des mouvements sociaux. C'est un lieu important de solidarité sociale par la voie communautaire<sup>1</sup>, qui devrait trouver un appui économique tangible du côté de l'État et participer à l'orientation des services à la population plutôt que d'être sollicité dans la sous-traitance. Aussi la réduction du temps du travail pour le partage de l'emploi prend-elle tout son sens dans la libération du temps pour une implication dans le partage des tâches domestiques, la solidarité communautaire, la création culturelle et l'engagement politique<sup>2</sup>.

Mais le deuxième cas présente un portrait tout à fait différent. On y trouve les sa-

lariés à statut précaire et les pigistes qui n'ont pas d'autres choix pour obtenir une certaine rémunération, par exemple ces femmes cantonnées au travail domestique ou ne pouvant accepter que des contrats à domicile faute d'emplois à l'extérieur ou de services de garderie suffisants. C'est le lieu de la contrainte, de l'incitation plus que de l'invitation, où l'on fait miroiter les vertus et les résultats de l'entrepreneuriat. C'est aussi le lieu de l'isolement, de la fragilité extrême et, trop souvent, de la manipulation. Ce versant du travail à la marge présente un défi considérable aux mouvements sociaux, particulièrement aux syndicats<sup>3</sup>, mais aussi au mouvement des femmes, au mouvement coopératif et au mouvement communautaire et populaire, afin d'établir des mécanismes de protection réelle des personnes poussées dans cette marginalité, laquelle risque de devenir normative.

Ce double versant de la marge dans le travail nous fait également voir que s'affrontent, dans notre société, deux modèles de développement portés par des acteurs ou groupes sociaux en opposition. L'un de ces modèles, le néo-libéralisme, recherche la relance économique par la baisse des coûts du travail et des services à la population, la préoccupation des coûts sociaux arrivant bien loin. L'autre modèle, que portent surtout les mouvements sociaux, se construit plutôt sur la solidarité, la démocratisation du travail et de l'ensemble de la société, la qualité des produits et des services, la protection de l'environnement. Après plus de vingt ans de discours néo-libéral et de politiques conséquentes, nous n'avons pas encore vu la moindre lueur de sortie de la crise. Nous constatons plutôt l'effritement social et économique, seule une minorité déjà bien installée ayant profité de ces politiques néo-libérales. ■

1. Voir Alain Lipietz, *Choisir l'audace*, Paris, La Découverte, 1989.
2. Voir André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête de sens*, Paris, Galilée, 1988.
3. Voir Jacques Boucher, «Une nouvelle «gauche» syndicale?», *Relations*, no 594, octobre 1993, p. 237 à 240.

# LE TRAVAIL À LA MAISON

par Laura C. Johnson<sup>1</sup>



Russell Mawby

Avec le développement de l'informatique et de la télématique, le travail rémunéré s'introduit de plus en plus dans les appartements et les maisons privées, sous de nouvelles formes tout à fait légales.

« Quand vous quittez le bureau le vendredi, vous avez fini. Quand je quitte le bureau le vendredi, je n'ai pas quitté mon travail. La seule façon de le quitter serait de sortir de la ville, ce que je ne fais pas souvent... »

(femme secrétaire à la maison, 35 ans, 10 ans d'expérience de travail à domicile)

On commence à ressentir les effets de la restructuration économique aussi bien sur le front domestique que dans les usines et les bureaux. En cette fin de vingtième siècle, on en revient aux pratiques du début du siècle qui localisaient bien des activités de travail à la maison. Au moment où les emplois deviennent une denrée rare au Canada, les perspectives d'emploi à domicile ne cessent de croître.

Le terme « travail à la maison » comprend bien des sortes de travail et de travailleurs. Les travailleurs à domicile peuvent être aussi bien des salariés, des travailleurs autonomes, ou même avoir un statut obscur d'« entrepreneur indépendant » tout en faisant, en fait, du travail pour un employeur. Ils (il faudrait sans doute plutôt dire « elles » puisqu'une majorité d'entre eux sont des femmes) peuvent travailler à la maison à temps plein ou à temps partiel. Et le travail à domicile touche des secteurs aussi variés que l'industrie, le secrétariat, les arts et les professions libérales.

C'est le travail clérical à domicile qui semble progresser le plus rapidement. Aussi bien dans les secteurs public que privé, les employeurs font présentement des expériences systématiques de travail à la maison pour des employés qui tra-

vailent sur des ordinateurs reliés en réseau. Le bureau d'aujourd'hui n'a plus besoin d'être un même espace géographique donné: il devient de plus en plus une toile dont les fils sont reliés par les réseaux de télécommunications.

## Le travail de l'avenir?

Les futurologues et les défenseurs du beau petit coin de travail à la maison soulignent ses nombreux avantages: environnementaux grâce aux déplacements automobiles réduits, sociaux et familiaux grâce à la plus grande flexibilité des horaires de travail, économiques grâce aux coûts immobiliers et aux frais généraux réduits pour les employeurs. La publicité pour le matériel de bureau destiné à la maison, que l'on trouve dans les chic magazines d'affaires, nous montre souvent des hommes en vêtements sport, travaillant dans des espaces attrayants, décorés de tapis orientaux et d'autres symboles de luxe domestique. Certaines annonces y ajoutent un chat en arrière plan, pour tenir compagnie à ce travailleur à do-

1. L'auteure, consultante en recherches sur les politiques sociales, a travaillé récemment comme experte pour la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) sur les besoins familiaux en ma-

tière de logement. Son rapport, *Housing the New Family*, sera publié sous peu par la SCHL. Sociologue, elle a aussi publié *The Seam Allowance: Industrial Home Sewing in Canada* (The Women's Press, Toronto, 1982).

micile à la fine pointe de la technologie. Dans les faits pourtant, le travailleur à domicile sera bien plus souvent une femme qu'un homme, et ce sera la responsabilité des enfants qui l'incitera à déménager son travail à la maison, bien plus que le désir d'un compagnonnage animal. Quant à son espace de travail, il risque bien plus d'être un sous-sol encombré qu'un chic bureau de magazine.

Certains observateurs du travail à domicile, surtout tel qu'il est pratiqué par les femmes, concluent qu'il pourrait revitaliser les communautés locales en renforçant les interactions sociales informelles<sup>2</sup>. Plus de gens passant plus de temps dans leur milieu local, il y a donc plus de chances de contacts quotidiens entre voisins. Selon la géographe sociale canadienne Suzanne Mackenzie, «...les travailleurs à domicile reconsidèrent leur voisinage en tant que lieu de travail, évaluant leur communauté immédiate et plus large à la fois en termes de demande pour leur produit ou service et en termes de facilités pour les aider dans leur travail<sup>3</sup>.»

Indépendamment de ce potentiel de construction de la communauté locale, il

Cachée dans les foyers, cette forme de travail n'est pas facile à quantifier d'après les indicateurs statistiques officiels. Pourtant, au niveau des communautés locales, il y a bien des signes que le travail à domicile augmente.

Il y a de plus en plus de recherches qui montrent que le travail à la maison, particulièrement pour les femmes et les travailleurs non professionnels, peut être une source d'isolement, d'exploitation et de stress puisque les femmes cumulent très souvent le double fardeau du travail et de la famille sous le même toit<sup>4</sup>. La cohabitation du travail rémunéré et du travail domestique peut être, pour les femmes et les jeunes enfants, une grande source de stress tout en les privant des aspects sociaux du travail.

La plupart des maisons n'ont pas été conçues pour permettre des espaces de travail de qualité. La majorité des travailleuses à domicile n'ont pas d'espace de travail séparés du reste de la maison. Marjorie Bulos note d'ailleurs qu'il n'est pas clair si cette absence de séparation

vient d'un manque d'espace adéquat ou bien d'un besoin, de la part des travailleuses, d'intégrer le travail domestique et le salarié<sup>5</sup>. En l'absence d'une telle séparation physique entre les responsabilités familiales et de travail, les recherches montrent que les femmes utilisent d'autres techniques pour gérer ces responsabilités conflictuelles: comme en modifiant les horaires où les invités ou les autres membres de la famille peuvent être à la maison, ou en restreignant l'accès de certaines pièces aux membres de la maisonnée<sup>6</sup>.

### Quelle est son importance?

Cachée dans les foyers, cette forme de travail n'est pas facile à quantifier d'après les indicateurs statistiques officiels. Pourtant, au niveau des communautés locales, il y a bien des signes que le travail à domicile augmente. Et si une partie du travail est transmise électroniquement (grâce aux réseaux d'ordinateurs), bien des services de messagerie (aussi bien à bicyclette qu'en voiture ou en camionnette) livrent chaque matin le travail de la journée en emportant avec eux celui de la veille. Ce qui entraîne des problèmes de bruit et de stationnement dans les quartiers jusqu'ici résidentiels.

Un autre indice clair de la place croissante du travail à domicile est l'abondance des initiatives prises pour lever les obstacles empêchant cette activité. Si, dans bien des localités, les règlements de zonage interdisent le travail à la maison, les pressions du travail sont telles qu'elles forcent peu à peu à redéfinir la nature de l'habitation. Les planificateurs ont commencé, à plusieurs endroits, à revoir la réglementation et à examiner d'autres options possibles, tout comme les promoteurs immobiliers commencent à prévoir dans leurs plans aussi bien des espaces de travail et de stationnement que des

équipements de transmission (comme les câbles de fibre optique). Même les manufacturiers voient dans le mobilier de bureau un nouveau marché prometteur.

Certaines municipalités ont commencé à faire face à ces questions en essayant de répondre d'abord aux besoins des artistes et des artisans en trouvant des façons de légaliser ces «lofts» où ils installent souvent à la fois leur atelier de travail et leur logis: problèmes de zonage, de code du bâtiment, de taxation qui doivent trouver des solutions inédites. Il y a à Montréal un graffiti bien connu qui proclame: «les artistes sont les troupes de choc de la gentrification». Dans le cas du travail à domicile, il se pourrait bien que l'avant-garde artistique annonce une profonde redéfinition du foyer, de la maison et du lieu de travail, avec des implications profondes pour l'ensemble des travailleurs canadiens.

Avant de modifier nos habitations et nos communautés pour s'adapter aux travailleurs individuels qui peinent dans l'isolement de leur domicile, il vaudrait mieux envisager d'abord une approche alternative. En utilisant l'exemple des lieux de travail partagés expérimentés dans les modèles «en incubateur» développés pour venir en aide aux compagnies et aux industries en difficultés, les nouveaux développements domiciliaires pourraient inclure des zones communes de travail partagées par les résidents. De telles zones pourraient offrir un éclairage, du mobilier et des salles de conférence ou de réunion adéquats, de même que la possibilité de partager certains équipements communs. On pourrait aussi y inclure d'autres services nécessaires, comme des services de garde d'enfants. N'étant plus isolés chacun chez soi, les travailleurs à domicile auraient ainsi de meilleures chances de contrôler leurs conditions de travail et de tirer profit des avantages potentiels que comporte cette nouvelle forme de travail. ■

(Traduction: Dominique Boisvert)

2. Penny Gurstein, «Emerging scenarios of "home" in the "information society"», conférence prononcée au Symposium international sur l'habitation, Suède, 1989.
3. Suzanne Mackenzie, «Women's responses to economic restructuring: Changing gender, changing space» in R. Hamilton and M. Barrett (Eds), *The Politics of Diversity*, Montreal, Book Center, 1986, p. 93.
4. Sheila Allen and Carol Wolkowitz, *Home-working: Myths and Realities*, London, Macmillan, 1987; and Laura C. Johnson with Robert E. Johnson, *The Seam Allowance: Industrial Home Sewing in Cana-*

5. Marjorie Bulos, «The use of space and home adaptations by home based workers: A report of a survey among home owners in two London boroughs», exposé présenté au Symposium international sur l'habitation, Suède, 1989, p. 6.
6. Kathleen Christensen, *Women and Home-Based Work: The Unspoken Contract*, New York, Henry Holt and Co., 1988; Sherry Ahrentzen, «Housing design for home-based work: Historical and contemporary situations», exposé présenté au Symposium international sur l'habitation, Suède, 1989.

# Les travailleuses migrantes: «LA DENRÉE LA PLUS RENTABLE»

par Marie Boti et Michelle Smith<sup>1</sup>

Un grand nombre de femmes des Philippines quittent leurs propres enfants et leurs familles pour prendre soin des enfants, pour faire le ménage et pour «divertir» dans les pays plus riches de l'Asie, comme Hong Kong et Singapour, dans les pays pétroliers du Moyen-Orient, en Europe et même ici, en Amérique du Nord. Elles sont devenues une «denrée rentable»; leur situation ressemble à un commerce d'esclaves des temps modernes. Qu'est-ce qui pousse toutes ces femmes à partir loin de chez elles pour travailler dans des conditions souvent dégradantes? Quel sort attend ces travailleuses dans les pays d'accueil comme le Canada? Quels sont les enjeux pour le mouvement des femmes des Philippines et du Canada? Ce sont quelques questions que nous tenterons de toucher dans les pages qui suivent.

## *Un exode planifié*

La migration des travailleurs et travailleuses des pays du Sud vers le Nord n'est pas un phénomène nouveau. Il y a 70 millions de ces travailleurs migrants dans le monde aujourd'hui, soit une personne sur 50, dans la population mondiale.

Ce qui est nouveau, c'est l'exportation de la main-d'oeuvre comme outil de développement économique. En effet, 2,5 millions de Philippins et de Philippines travaillent dans plus de 132 pays étrangers, sans compter les 2 millions qui ont pris la citoyenneté de leur pays d'accueil. Il y a vingt ans à peine, la grande majorité de ces migrants était des hommes. Aujourd'hui, le travail des femmes, comme do-

mestiques, hôtesse, prostituées, est en forte demande dans les pays plus riches. Les femmes constituent donc maintenant la moitié de tous les travailleurs migrants. Chaque jour, 1655 travailleuses quittent les Philippines pour vendre leur force de travail à l'étranger. Un grand nombre de celles-ci sont diplômées, professeures, comptables ou professionnelles de la santé. Les deux-tiers aboutissent dans des emplois de domestiques.

Voici comment les besoins du capital

agissent sur la libération des femmes: dans le passé, les femmes émigraient pour suivre des hommes, un père, un mari. Aujourd'hui, elles partent plutôt pour assumer un rôle de pourvoyeur principal de la famille, en faisant un travail traditionnel de femme à l'étranger...

Les gouvernements agissent eux-mêmes comme intermédiaires dans ce commerce. Le gouvernement philippin émet des permis aux travailleuses, au prix de 125\$ US, et perçoit les devises étrangè-



Paul Chiasson/Canapresse

Entre 1987 et 1992, environ 10 000 travailleuses domestiques par année entraient au Canada: plus de la moitié d'entre elles provenaient des Philippines.

1. Ce texte reprend de larges extraits d'un article paru dans *UniversElles* (vol. 6, no 1, mars 1994, p. 11 à 16), bulletin féministe de solidarité internationale publié par le Cinquième Monde, 459 rue Caron, Québec, Qc G1K 8K8.

res qui parviennent aux familles par les banques philippines. En effet, les travailleurs et travailleuses migrants envoient 70% de leur salaire à leur famille: ce qui représente une somme de plus de 2 milliards de dollars US annuellement, selon les sources officielles, allant jusqu'à 7 milliards selon d'autres sources.

Ces envois sont devenus la source principale de devises étrangères du pays, plus que la canne à sucre ou la noix de coco. C'est ce qui permet au gouvernement de continuer à payer sa dette extérieure, comme l'exigent les institutions internationales. Par ailleurs, plusieurs intermédiaires y trouvent leur compte: des agences de recrutement, des compagnies aériennes, des changeurs de devises et même les familles des femmes. Des réseaux de trafic de prostituées et d'hôtesse se cachent derrière l'écran de ce mouvement migratoire. Selon le Rapporteur de l'ONU, Jean Fernant, ce commerce est devenu plus rentable que le trafic d'armes ou le trafic de drogue!

Les femmes sont les plus pauvres des pauvres. Dans les modèles de développement dictés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, les travailleuses dans les zones franches industrielles sont exploitées comme main-d'oeuvre à bon marché. Les politiques de stabilisation récentes de la Banque mondiale ont augmenté le fardeau de la dette sur bon nombre de pays du tiers monde, les acculant au bord de la faillite. Dans ce contexte de crise économique, les femmes cherchent par tous les moyens à assurer la survie de leur famille: par la vente de bibelots ou de cigarettes à la pièce, la récupération de vidanges ou même la prostitution. Dans ce contexte, un emploi comme domestique à l'étranger devient une option valable pour des milliers de femmes de l'Asie.

Le président Marcos avait intégré l'exportation de la main-d'oeuvre dans sa planification économique, garantissant les entrées de devises. Cette commercialisation de la main-d'oeuvre philippine se pra-

tique de façon encore plus agressive sous le régime de la présidente Corazon Aquino, qui déclara notamment que les travailleurs et travailleuses migrants «sont les véritables héros du pays». En 1991, il existe 378 agences de recrutement de ces travailleurs au pays. Aujourd'hui, c'est au tour du président Fidel Ramos de suivre ces traces. Le président a stipulé, dans son programme de développement à moyen terme «Philippines 2000», que l'exportation de travailleurs et de travailleuses sera augmentée de 30%. Le ministre du Travail, Nieves Confesor, a déjà commencé à négocier des ententes avec des gouvernements et des entreprises à l'étranger pour leur engagement.

Par ailleurs, le gouvernement ne fait rien pour assurer le bien-être de toutes ces personnes expatriées. Le gouvernement philippin n'a ni ratifié les conventions internationales pour la protection des travailleurs migrants, ni signé des accords bilatéraux avec les pays d'accueil pour mieux protéger les conditions de vie et de travail de ses ressortissants. Les présidents Marcos, Aquino et Ramos ont tous choisi d'encourager la saignée de main-d'oeuvre, plutôt que de favoriser la création d'emplois et l'industrialisation dans le pays.

Dans le contexte actuel de mondialisation de l'économie, la contradiction principale de cette migration est la suivante: des Philippines et des Philippines quittent leur pays «moins développé» pour travailler dans un pays «développé». Mais ils travaillent dans des conditions «tiers-mondistes» et marginales, donc, récoltent ce qu'il y a de «pire» dans les «meilleurs» pays. Parallèlement, les investisseurs étrangers ont libre accès aux richesses énormes des Philippines et les canalisent éventuellement vers le Nord. Donc, ils s'emparent ainsi du «meilleur» dans les «pires» pays, c'est-à-dire les ressources humaines et les richesses naturelles. Et voilà comment on creuse l'écart entre les pays riches et les pays pauvres.

## Les conditions d'accueil

La discrimination dans les pays d'accueil est monnaie courante. Les travailleuses philippines, comme minorité visible, sont traitées comme des personnes de deuxième classe. À Singapour, on exige que les travailleuses domestiques passent des tests de grossesse tous les six mois pour éviter qu'elles ne se marient avec un Singapourais de souche. Au Japon, les hôtesse philippines sont payées un tiers du salaire des Japonaises et ne sont pas protégées par les lois du travail. En Arabie Saoudite, les domestiques sont exclues du code du travail.

Les travailleuses domestiques occupent des emplois dont personne ne veut dans les pays d'accueil: c'est exactement ce qui se passe au Canada. Le programme fédéral spécial pour l'entrée des travailleuses domestiques (Programme des employées de maison étrangères), en vigueur jusqu'en 1992, stipulait, comme condition, que les travailleuses habitent chez leur employeur. Condition qu'aucune Canadienne n'accepterait, à cause des risques d'abus que cela comporte: heures de travail interminables, aucune séparation entre le travail et les loisirs, être disponible 24 heures sur 24. Ce sont des conditions qui ne peuvent être choisies de plein gré.

Entre 1987 et 1992, environ 10 000 travailleuses domestiques par année entraient au Canada: plus de la moitié d'entre elles provenaient des Philippines. Contrairement à d'autres classes de travailleurs en demande, les travailleuses domestiques ne sont pas admises comme résidentes et ne peuvent demander le statut d'immigrante reçue qu'après deux ans de travail ici. Leur présence au pays dépend des bonnes relations avec leur employeur et ce statut précaire crée un rapport de force inégal et une pression constante pour s'assurer qu'elles vont se plier à n'importe quelle exigence de travail ou autre...

## BIBLIQUIZ

### *Le jeu du Nouveau Testament*

Pour apprendre à connaître les lieux, les personnages, les écrits et les coutumes à l'époque de Jésus. Préparé par des professeurs de la CÉCM, supervisés par une conseillère en éducation chrétienne.

PRIX SPÉCIAL: 9,95\$ (frais d'envoi et taxes en sus)  
Commandez à:

**SOCABI**

Société catholique de la Bible, 7400, boul. St-Laurent, Montréal H2R 2Y1, tél.: (514) 274-4381; téléc.: (514) 274-5184.

Même si les conditions salariales et autres sont décrites dans le contrat de travail, il n'y a aucune surveillance pour veiller au respect de ces dispositions. Dans plusieurs provinces, les travailleuses domestiques ne sont pas couvertes par les normes minimales de travail, par la loi sur le salaire minimum ou par la loi sur les normes de santé et de sécurité du travail. Isolées dans des maisons privées, vulnérables aux abus et au harcèlement sexuel, travaillant en moyenne 70 heures par semaine, pour un salaire officiel, au Québec, d'environ 155\$ par semaine (après déduction de l'impôt, du logement et de la nourriture): telles sont les conditions d'une bonne partie de ces travailleuses au Canada.

## Elles s'organisent

Malgré les contraintes, (certains employeurs ne permettent pas à leur domestique de se mêler à d'autres ou de sortir toute seule), elles trouvent le moyen de se regrouper et de s'organiser. Cela commence par le bouche à oreille, lorsqu'on se croise au super-marché ou au parc avec les enfants, on se reconnaît comme concitoyenne et on s'échange des numéros de téléphone, etc.

Il existe maintenant, dans presque toutes les grandes villes du Canada, des regroupements de travailleuses domestiques. Certains sont à caractère plutôt social, d'autres sont plus militants. Plusieurs se sont imposés comme porte-parole et comme interlocuteurs auprès des gouvernements dans les dossiers les concernant.

Les travailleuses domestiques prennent aussi leur place au sein du mouvement des femmes, qui appuie leurs revendications de base. Un large appui se développe dans la population parmi ceux et celles qui connaissent ces conditions. À l'assemblée annuelle marquant le 20e anniversaire (en 1993) du Comité canadien d'action sur le statut des femmes, la plus large coalition pan-canadienne regroupant 550 groupes de femmes, une résolution a été adoptée, voulant que les femmes de l'extérieur du Canada, venues faire du travail domestique ou donnant des soins aux personnes, puissent être admises comme résidentes permanentes et aient le choix d'habiter ou non chez leur employeur.

Après avoir fait maintes représentations au ministère de l'Immigration au cours des années, on croyait enfin que des changements seraient apportés pour améliorer la situation de ces travailleuses. Au contraire, le gouvernement adoptait,



Les présidents Aquino et Ramos ont encouragé la saignée de main-d'oeuvre, au lieu de favoriser la création d'emplois et l'industrialisation dans le pays.

en janvier 1992, un nouveau Programme des aides familiales résidentes. Les nouveaux critères d'admissibilité resserrent l'étau davantage: on exige désormais douze ans de scolarité, une formation spécialisée d'au moins six mois à temps plein (formation qui ne se donne qu'en Angleterre et aux États-Unis) et une bonne connaissance de l'anglais ou du français. Les femmes qu'on veut exclure viennent des pays du tiers monde. Parmi celles qui répondent aux nouveaux critères, le gouvernement précise clairement que les infirmières et les éducatrices diplômées sont bienvenues. On veut donc des femmes plus qualifiées pour travailler dans les mêmes conditions déplorables et au même salaire de famine. Après tout, on sait que ce travail ne vaut pas cher, les femmes l'ayant toujours fait gratuitement dans le cadre du mariage.

Le nombre de travailleuses domestiques qui entrent au pays est en chute libre depuis 1992, à cause de la crise économique et des nouveaux critères d'admissibilité. En effet, à peine quelques centaines sont admises et moins d'un tiers d'entre elles proviennent des Philippines. La chute fut si importante qu'il n'y a plus assez de domestiques pour répondre à la demande. Le gouvernement libéral a dû réduire les restrictions quelque peu, au début de 1993. Aussi, à partir du 16 mars 94, le critère de formation spécialisée est-il éliminé.

\*\*\*

Tous les rapports employeur/domestiques ne sont pas cauchemardesques. Au

contraire, il y a bon nombre de travailleuses domestiques qui sont bien traitées et qui ont des conditions équitables. Les employeurs ne sont pas uniquement des femmes bourgeoises, insensibles à la valeur du travail domestique, s'offrant une «nannie» au Canada. Il y a aussi des femmes de classe moyenne, parfois mères de famille monoparentale, qui doivent concilier travail et famille, dans l'absence de réseaux d'entraide et de services de garde d'enfants adéquats. Dans notre société industrialisée, les ressources de garde d'enfants ne suffisent pas à la demande. Ce n'est donc pas surprenant que nos gouvernements considèrent la main-d'oeuvre féminine en provenance des pays pauvres comme un palliatif intéressant à ce manque de ressources. Mais ce genre de politique oriente les solutions dans le domaine du privé et de l'individu, en plus de diminuer les pressions sur les gouvernements pour la prise en charge collective des services de garde. Tout compte fait, est-ce aux femmes pauvres du tiers monde de faire les frais de la «libération» des femmes d'ici?

Les organisations de travailleuses domestiques, par leurs revendications et leurs luttes, font avancer la cause de toutes les femmes. Elles exigent qu'on reconnaisse le travail traditionnel des femmes à sa juste valeur. Ces organisations exigent le respect qui est dû aux travailleuses domestiques et obligent les Canadiennes et les Canadiens à envisager d'un point de vue critique les «solutions» et les politiques sociales que les gouvernements adoptent en leur nom. ■

# PLUS DE DEUX MILLIONS DE BÉNÉVOLES AU QUÉBEC

par Danièle Guigard Feredj<sup>1</sup>

«**M**oi, ce que j'aime», dit Philippe, «c'est faire du bénévolat. C'est là que je me suis senti utile et reconnu à ma juste valeur. Dans mon travail, je n'utilise pas le dixième de mes connaissances et l'expérience que j'en retire est insignifiante. Avec un salaire qui me permet tout juste de survivre, si au moins il y avait un lien avec mon domaine d'étude! C'est mon engagement bénévole qui m'a empêché de craquer. Déjà à l'université, alors que je ne savais plus très bien où je m'en allais, appartenir à l'Association, c'était la planche de salut. Regarde un peu ce que j'ai fait... une vraie "job" de professionnel bénévole!»

Ce témoignage reflète d'innombrables expériences semblables, qu'il s'agisse d'étudiants, de travailleurs, de personnes en quête d'emploi, de pré-retraités, de familles, de retraités, etc. qui ont du temps et des compétences.

Dans un climat d'incertitude et de morosité économique et politique au Québec, en mars 1993, neuf adultes sur dix déclaraient que le bénévolat c'est important<sup>2</sup>. Plus de deux millions d'adultes ont dit avoir fait du bénévolat au cours de l'année, plus de la moitié d'entre eux dans des organisations où on tend à donner de la formation, de l'encadrement et du soutien. Les causes humanitaires, la santé, les loisirs, les sports et la culture ont leur faveur.

C'est pour aider, se sentir utiles et s'accomplir qu'ils font du bénévolat à raison de sept heures en moyenne par semaine. Ils sont de plus en plus nombreux et c'est toujours dans les couches modestes que se recrute le plus grand nombre de bénévoles, — toujours un peu plus de femmes que d'hommes.

L'organisation du bénévolat passe par les centres d'action bénévole, répartis à raison de 96 dans toutes les régions du Québec. C'est là que les bénévoles sont accueillis, formés et dirigés vers les individus ou les organismes qui ont besoin d'aide. C'est en fait, au Québec, qu'on retrouve l'organisation la plus structurée en

matière d'action bénévole. De plus en plus sollicités, les centres d'action bénévole sont un élément important de la réforme de la Santé et des Services sociaux. Certes, ce sont les causes humanitaires qui recueillent majoritairement les faveurs des bénévoles mais, en matière de santé par exemple, ils contribuent de plus en plus au maintien à domicile des personnes malades ou convalescentes, en leur offrant de l'assistance pour les déplacements, la garde et les menus servi-

Deux millions de bénévoles adultes, c'est une richesse nationale, du capital social, que l'on peut mesurer non plus seulement selon les concepts du marché en PNB, mais plutôt en BNB (Bonheur National Brut).

ces de la vie quotidienne. La lutte à la pauvreté mobilise également des milliers de bénévoles, jusque dans les entreprises qui associent cette cause à leur image corporative.

Avec le retrait de l'État des champs du social et de la santé, dans les sports, les loisirs et la culture, et avec la détérioration de l'emploi, on assiste à un retour de l'intérêt du «citoyen» pour son quartier, son village, sa région où il pense faire mieux que les «programmes gouvernementaux traditionnels».

Oui, le bénévolat est populaire! Mais peut-il tout faire? Lorsque la baisse des conditions de vie sur fond de dette nationale et d'appauvrissement galopant s'empare d'un pays, on peut s'inquiéter de la

récupération du bénévolat. En effet, les gouvernements municipaux et provinciaux ont tendance à voir dans le nouveau bénévolat une main-d'oeuvre gratuite planifiable et gérable, pour compenser les coupures.

Récemment, l'Union des municipalités a proposé (puis rejeté) une résolution visant à forcer les assistés sociaux à «travailler bénévolement». Accusés de vivre aux crochets des autres travailleurs, les assistés sociaux ont été sommés de choisir entre «le bénévolat et les coupures». Ne s'agissait-il pas plutôt de travaux communautaires, de stages de perfectionnement, des programmes de réinsertion en emploi? Et, dans un contexte de mutation technologique, avec baisse des besoins en main-d'oeuvre, n'y a-t-il pas lieu de réorganiser le travail et de le partager en diminuant la semaine de travail sur une base volontaire et de supprimer les heures supplémentaires?

De marginal qu'il était, le bénévolat est en train de rattraper le temps consenti au travail et touche l'ensemble de la population. Implicitement, une réorganisation est en train de se faire entre tous les partenaires sur la place qu'occuperont le temps travaillé et le temps libre.

Deux millions de bénévoles adultes, c'est une richesse nationale, du capital social, que l'on peut mesurer non plus seulement selon les concepts du marché en PNB, mais plutôt en BNB (Bonheur National Brut)<sup>3</sup>. On peut entrevoir que ce n'est plus majoritairement en fonction du travail rémunéré et des gains que se définira la société québécoise. Au-delà du partage d'emploi, il y a le désir de recréer une société où l'entraide est à la base des rapports sociaux. ■

1. Directrice générale, Fédération des centres d'action bénévole du Québec.
2. Le bénévolat au Québec, Sondage Léger et Léger, Fédération des centres d'action bénévole, 1993.
3. *L'esprit du Don*, Jacques T. Godbout, Édition Boréal, 1992.

# LE BÉNÉVOLAT ET L'ENTRAIDE

par Jacques T. Godbout<sup>1</sup>



Robert Fréchet/STOCK

Un apport essentiel du bénévolat réside chez les bénévoles eux-mêmes. Nombre d'entre eux y retrouvent un sens à leur vie et une insertion dans la société: personnes à la retraite ou sans emploi, certes, mais souvent des professionnels dont le travail au sein de la bureaucratie a perdu toute signification.

«Partout où il y a des sociétés, il y a de l'altruisme, parce qu'il y a de la solidarité.»

Durkheim

**S**ouvent en collaboration ou en complémentarité avec la famille d'un côté, avec l'État de l'autre, une proportion importante des problèmes sociaux est aujourd'hui traitée et prise en charge par un ensemble d'associations, de groupes, de réseaux qu'il est difficile de nommer avec précision. On a souvent recours à une dénomination négative, comme s'il était impossible de les identi-

fier autrement que par ce qu'ils ne sont pas: organismes à but non lucratif, organisations non gouvernementales. On affirme ainsi qu'ils ne relèvent pas de deux

En 1987, au Canada, selon une enquête menée par Statistique Canada, 27% de la population (deux fois plus qu'en 1980) affirment avoir fait de «l'action bénévole encadrée», c'est-à-dire au sein d'organismes reconnus.

grandes institutions fondatrices de la modernité: le marché et l'État.

Plus positivement – mais pas nécessairement plus clairement –, on désigne ce secteur par des expressions comme

celles de groupes communautaires, mouvement associatif, secteur bénévole et groupes d'entraide. Les Anglo-Saxons parlent du secteur «indépendant» ou du *civic sector*, les Français, du domaine de la «vie associative». Cette sphère est bornée, d'une part, par la sphère domestique (famille, voisins, amis, qui contribuent encore activement à la solution des problèmes sociaux, malgré ce qu'on a pu en penser aux plus belles heures de l'État-providence), par le marché et l'État, de l'autre. Mais ses frontières ne sont pas toujours claires, comme on aura l'occasion de le constater.

Ces organismes et groupes reposent tous, pour une part plus ou moins importante de leurs activités, sur le «travail» de personnes non rémunérées à cette fin, soit dans le cadre du bénévolat, soit dans celui de l'entraide. Dominée par l'utilitarisme, la pensée moderne arrive mal à classer et à interpréter ces activités qui tendent à être considérées soit comme de l'hypocrisie (Bourdieu), soit comme des résidus de formes sociales traditionnelles antérieures à la généralisation du rapport salarial. «L'altruisme est une anomalie<sup>2</sup>.»

1. NDLR: Ce texte reprend de larges extraits d'un article paru dans *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de F. Dumont, S. Langlois et Y. Martin, Québec, IQRC, 1994, pages 981-994. L'auteur y reprend des idées développées dans la première partie d'un ouvrage en collaboration avec Alain Caillé, *L'esprit du don*, Montréal/Paris, Boréal/La Découverte, 1992.
2. Lynette S. Unger, «Altruism as a Motivation to Volunteer», *Journal of Economic Psychology*, 12, 1991, p. 72.

Pourtant ces activités ont vu leur popularité s'accroître de façon significative ces dernières années. Elles touchent une proportion importante de la population. C'est un monde coloré, en mouvement, souvent discret, même s'il est de plus en plus visible depuis quelques années. C'est un monde de femmes, mais on y trouve de plus en plus d'hommes. Selon tous les indicateurs, son importance est croissante. Aux États-Unis, en 1988, environ 80 millions de personnes ont donné du temps à un organisme, temps évalué à l'équivalent de 8,8 millions d'employés à temps plein<sup>3</sup>. En 1987, au Canada, selon une enquête menée par Statistique Canada, 27% de la population (deux fois plus qu'en 1980) affirment avoir fait de «l'action bénévole encadrée», c'est-à-dire au sein d'organismes reconnus<sup>4</sup>. Ces associations assurent une partie importante des services personnels. Comment se caractérise cette activité? Dans quelle mesure et comment contribue-t-elle à la solution des problèmes sociaux actuels? Quel est son sens?

### Une double origine

L'origine historique de ce secteur est double. Tous les mouvements sociaux importants (et d'abord le mouvement ouvrier) ont longtemps reposé sur le dévouement inlassable de militants bénévoles, même si l'institutionnalisation de ces mouvements les conduit souvent aujourd'hui à s'en remettre de plus en plus à un appareil composé d'employés professionnels salariés. Au départ, le mouvement ouvrier était fortement inspiré par l'entraide et le mutualisme.

La seconde origine est religieuse. Au Québec, pendant longtemps, ce secteur a été principalement occupé par des organismes d'inspiration catholique, voire par des institutions religieuses. Faut-il rappeler que les hôpitaux, l'éducation, les services sociaux, etc., étaient sous la responsabilité d'une sorte de «bénévolat professionnel» que constituaient les communautés religieuses? Cette action était

complétée par un bénévolat «amateur», laïc, qui jouait également un rôle très important. Certains hôpitaux, tel l'Hôpital Sainte-Justine, ont été fondés et longtemps dirigés par des bénévoles, avant que ces derniers soient remplacés par les médecins et les administrateurs professionnels du secteur public<sup>5</sup>.

Avant d'être pris en charge par l'État et les professionnels, le secteur social a aussi été assumé en partie par un important mouvement catholique laïc, fondé sur le militantisme et le bénévolat. Cette phase de l'histoire du Québec tend généralement à être oubliée. Pourtant, selon Jean-Pierre Collin<sup>6</sup>, ce mouvement contenait un modèle de prise en charge des problèmes sociaux différent à la fois du modèle religieux antérieur et du modèle étatique-professionnel qui allait rapidement le remplacer. Car ce secteur, autant dans le domaine militant que dans le domaine bénévole, a eu tendance à être absorbé par l'État ou par des bureaucraties fondées sur le rapport salarial et sur l'idéologie professionnelle. Si bien qu'on a pu croire, à l'apogée de la Révolution tranquille, que l'importance de l'activité bénévole allait non seulement diminuer mais probablement s'éteindre. Le bénévolat et l'entraide ont été pendant un certain temps quasiment évacués de l'imaginaire collectif. Ils poursuivaient malgré tout leurs activités. Récemment, on tend à nouveau à leur accorder une place de choix dans l'idéologie, alors que dans les faits ils ont toujours joué un rôle important

tout en modifiant de façon significative leur façon d'intervenir dans la solution des problèmes sociaux.

L'observation de ce milieu d'intervention sur les problèmes sociaux serait donc très différente selon l'époque et la société où on l'analyse. Elle inclurait des organismes et des associations à une époque, alors qu'elle les exclurait à une autre. Nous devons nous contenter de souligner l'importance de ce biais et de dire que la présentation que nous en faisons est toute relative. Elle se concentre sur la situation actuelle de la société post-État-providence et sur la façon dont l'auteur perçoit ce secteur à la suite des recherches qu'il y a conduites.

Cette vision ne correspond pas nécessairement à l'idéologie des acteurs. Par exemple, pour plusieurs permanents de l'action communautaire, le bénévolat ne fait pas partie du «mouvement communautaire». On tend à réserver l'appartenance à ce dernier aux militants, qu'on oppose aux bénévoles. Curieusement, ces militants sont aujourd'hui très souvent des permanents d'organisations financées par l'État. Il est à noter que, selon l'époque à laquelle nous étudions ce secteur, la plupart des institutions qui fonctionnent actuellement sur la base d'employés permanents et professionnels étaient, au départ, composées de bénévoles et de militants bénévoles<sup>7</sup>. Il est donc étonnant de constater un tel rejet de la part des permanents actuels. Peut-on y voir plus clair en tentant de définir cette sphère du bénévolat et de l'entraide?

3. Jeffrey L. Brudner, *Fostering Volunteer Programs in the Public Sector*, San Francisco, Jossey-Bas Publishers, 1990, p. 2.
4. Rapport dans: *Perception*, 14, 4, 1990.
5. Aline Charles, *Travail d'ombre et de lumière: le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990.
6. Jean-Pierre Collin, *La Ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1965: un mouvement social urbain*, thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 1991.
7. La principale différence entre le militant et le bénévole réside souvent, dans la prati-

que, dans la priorité accordée au but poursuivi par rapport aux personnes mobilisées ou aidées: le militant se dévoue d'abord à une cause, alors que le bénévole aide toujours directement des personnes. Sa cause, ce sont souvent les personnes aidées elles-mêmes, même s'il existe une idéologie dans les deux cas. Bien sûr, les militants reprocheront aux bénévoles de ne pas s'attaquer aux véritables causes des problèmes, tandis que les bénévoles critiqueront l'abstraction de la cause militante, qui leur fait prendre les personnes pour des instruments au service de «leur» cause.

## Nos précédents dossiers sur la question du travail

- Que devient le travail? (mars 1987)
- Travail et santé: l'envers du décor (mars 1991)
- Repenser le travail (mai 1992)
- Le travail: une institution qui s'écroule (mai 1993)
- Travailler en français: les frontières à franchir (juin 1993)
- L'urgence de la formation professionnelle (novembre 1993)



Jean-F. Leblanc/STOCK

Le geste bénévole est celui du réenchantement du monde.  
 Une chose est certaine: il est impossible d'en comprendre la spécificité  
 avec un modèle d'analyse utilitariste, qu'il soit d'inspiration marxiste ou marchand.

## *La sphère du don entre étrangers*

Comment préciser ce lieu borné par l'État, le marché et la sphère domestique? Nous proposons de le définir comme la sphère du don entre étrangers. Pourquoi le don? Pourquoi entre étrangers?

Dans la société moderne, les choses circulent souvent dans un cadre utilitariste, qu'il soit marchand ou salarial: on offre quelque chose en échange d'une chose équivalente. L'argent est l'unité de mesure de cette équivalence, directement lorsqu'il représente le prix d'un bien ou indirectement quand il est versé en salaire. C'est le rapport salarial qui domine aujourd'hui le mode de dispensation des services soit au sein de l'État, soit dans le cadre du marché. Le rapport salarial constitue le principe qui gère la transaction entre celui qui reçoit et celui qui dispense le service ou vend le bien. Le principe de l'équivalence monétaire est une sorte de contrat obligeant les deux parties. Et la relation qui s'établit entre les deux partenaires est un moyen, un instrument pour obtenir quelque chose: bien ou service.

Le bénévole fait aussi circuler quelque chose: bien ou service. Mais il ne reçoit pas d'équivalent monétaire en échange. Il ne le fait en vertu d'aucune obligation contractuelle, mais parce qu'il le veut bien, et par bienveillance pour la personne, au sens où cette dernière n'est pas un moyen pour obtenir un équivalent monétaire. C'est d'ailleurs l'origine du mot bénévole. Inversement, aucune obligation n'est contractée par le receveur à l'égard du bénévole. Par opposition au marché et à l'État, les choses circulent dans cette sphère en dehors de l'équivalence monétaire et de l'obligation contractuelle. Cette relation libre qui caractérise le bénévolat repose sur le principe du don. Sa principale caractéristique est de ne pas supposer un retour équivalent. Non pas qu'il n'y ait pas de retour au sens où le geste posé serait un «sacrifice». Les retours sont au contraire multiples et souvent plus importants que dans le secteur monétaire. «Je reçois plus que je ne donne» est une des phrases les plus souvent entendues lorsqu'on interroge des bénévoles. Mais les retours ne sont pas voulus comme tels. Ils arrivent par surcroît, et non en vertu d'une obligation contractuelle. Et ils sont souvent de nature différente: reconnaissance, gratifications symboliques de toutes sortes.

Si le principe du don permet de distinguer le bénévolat et les groupes d'entraide de la sphère marchande et étatique, en quoi cette activité se distingue-t-elle par ailleurs de la sphère domestique? Les choses qui circulent entre les membres de la famille, entre les amis ne relèvent pas non plus de l'équivalence monétaire. Elles sont régies aussi en grande partie par le principe du don. Mais il existe une différence essentielle entre le bénévolat et ce qui circule dans cette sphère domestique: le bénévolat est un don à un étranger.

Lorsqu'une femme aide les enfants de sa voisine dans le cadre d'un rapport amical, personne ne dira qu'elle fait du bénévolat; et encore moins lorsqu'elle aide ses propres enfants. Le bénévolat s'applique au don entre étrangers, hors de la sphère des rapports primaires de la famille et de l'amitié. Le bénévolat fait circuler des choses entre inconnus, mais sans y appliquer le principe habituel qui régit la circulation des choses entre étrangers dans la société moderne: la recherche de l'équivalence monétaire sous forme de prix ou de salaire. C'est pourquoi nous disons que le bénévolat est un don, mais un don entre étrangers. Tout se passe comme si on y appliquait une partie des

règles qui régissent la circulation des choses dans la sphère domestique, mais en dehors de cette sphère.

## Un apport spécifique

S'il n'est pas possible de présenter une vision d'ensemble des domaines d'intervention du bénévolat et de l'entraide, on peut à tout le moins décrire ce qui semble être leur apport spécifique par comparaison aux autres sphères identifiées dans ce texte.

— *Par rapport à l'État.* Les associations contribuent à une détection précoce des problèmes, bien avant l'État. En outre, elles trouvent des solutions *ad hoc*, qu'elles appliquent rapidement. Au contraire, l'État a toujours tendance à chercher « de grandes solutions pour de petits problèmes », comme nous disait un intervenant dans ce secteur. Un exemple parmi d'autres: plusieurs années avant même que les pouvoirs publics ne fassent état de l'existence du problème, dans plusieurs régions, des parents avaient mis sur pied des associations pour lutter contre le suicide des jeunes, tels des systèmes d'écoute téléphonique, etc. Corrélativement, le fonctionnement en réseaux de ce secteur lui donne une flexibilité, une souplesse, une capacité d'adaptation et d'innovation supérieures à celles de l'appareil d'État. « Alors que le monde des affaires, de la science et de la technologie et le gouvernement se consacrent à la création et à l'évaluation d'innovations technologiques, le secteur volontaire indépendant se spécialise dans l'expéri-

mentation pratique de nouvelles idées sociales<sup>8</sup> ».

Ces organismes fonctionnent à un coût inférieur pour la société. Cet avantage conduit l'État, en période de crise financière à leur confier des responsabilités et des tâches qui ne relèvent pas d'eux. Dans la même veine, leur grande disponibilité entraîne les professionnels du secteur public à se décharger sur eux des tâches qu'ils n'aiment pas accomplir, ou de problèmes qui surgissent en dehors des horaires « normaux ».

Comme on l'a constaté avec les AA, ce réseau détient une compétence spécifique, et supérieure souvent à celle des professionnels, dans plusieurs domaines qui relèvent de la qualité du lien avec la personne aidée. Paradoxalement, cette compétence s'étend aussi au fait que ces organismes vont au-delà du symptôme en modifiant les valeurs des personnes. Il s'agit là d'une façon originale de faire de la prévention, très différente de celle de l'État et des institutions formelles, qui tendent à appliquer des programmes généraux non directement liés aux personnes, alors que le bénévolat et l'entraide, en approfondissant le lien avec une personne, peuvent aller aux causes personnelles et uniques du problème et induire ainsi des changements plus globaux au-delà du problème immédiat.

Enfin, mentionnons qu'un apport essentiel du bénévolat réside chez les bénévoles eux-mêmes. Nombre d'entre eux y retrouvent un sens à leur vie et une insertion dans la société: personnes à la retraite ou sans emploi, certes, mais souvent même des professionnels dont le travail au sein de structures bureaucratiques a perdu toute signification.

Il importe cependant de souligner que

cela ne constitue pas une panacée, comme on peut parfois avoir tendance à le croire dans le cadre de la crise de l'État-providence. Notamment, ce type de groupe ne peut pas remplacer la fonction de l'État garantissant l'universalité de l'accès à certains services. Il ne peut pas non plus se substituer à un ensemble de services spécialisés exigeant des ressources matérielles importantes, des instruments et des compétences techniques sophistiqués. Ces groupes l'affirment d'ailleurs eux-mêmes et déplorent constamment le fait que l'État essaie souvent de se décharger sur eux de responsabilités qui sont les siennes, tout en tentant d'accaparer des tâches qu'ils remplissent mieux que l'État.

Enfin, un ensemble de groupes se situent dans une zone incertaine: subventionnés par l'État, fonctionnant souvent plus sur la base du rapport salarial que sur la base du bénévolat ou de l'entraide, ils jouent sur l'ambiguïté de leur statut pour n'avoir de comptes à rendre ni à l'État, ni aux personnes à qui ils dispensent des services. Aussitôt que le rapport salarial devient la base du fonctionnement d'un organisme, la référence au communautaire devient facilement un prétexte pour échapper à tout contrôle démocratique et elle est, sous cet angle, équivalente à la professionnalisation.

— *La sphère domestique.* Par comparaison avec la sphère domestique, c'est la liberté qu'il faut d'abord souligner. Le bé-

8. Daniel Horton Smith, « The Impact of the Nonprofit Voluntary Sector on Society », dans: Tracy Daniel Connors (sous la direction de), *The Nonprofit Organization Handbook*, New York, McGraw-Hill, 1988.

## LES SOIRÉES RELATIONS SUR CASSETTES VIDÉOS

Quelques sujets disponibles (on peut demander la liste complète):

• Paul Valadier: « Questions du monde moderne à l'Église » (28-09-92) • Relancer Montréal, autrement (19-10-92) • Santo Domingo, nouvelle chance pour l'Évangile? (23-11-92) • L'ingérence, de quel droit? (18-01-93) • Quel avenir pour les 20-30 ans? (15-02-93) • Les États-Unis de Bill Clinton (15-03-93) • La religion: sa place à l'école? (19-04-93) • Achiel Peelman: « Le Christ est-il amérindien? » (17-05-93) • Vers une culture publique commune au Québec (18-10-93) • Repenser le système pénal (15-11-93) • Défis posés à l'Afrique (13-12-93) • Nouvelles technologies de procréation (17-01-94) • Régler le déficit: à quel prix? (21-02-94) • La voix des femmes autochtones (21-03-94) • Quel avenir pour l'engagement social — spécial 600<sup>e</sup> numéro de *Relations* (18-04-94)

Achat: 25,00\$ par cassette. Location (10 jours): 7,00\$ par cassette. Ces prix incluent la TPS et TVQ. Frais d'expédition en sus. Chèques ou mandats-poste à l'ordre du Centre justice et foi. Bien préciser le sujet et le format de la cassette (VHS ou Beta). S'adresser à Pauline Roy-Servant.

Centre justice et foi, 25 Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 Tél.: (514) 387-2541

névolat et l'entraide sont des réseaux modernes fondés sur la liberté autant de celui qui donne que de celui qui reçoit. On a vu avec quelle facilité on peut devenir membre d'un groupe AA et en sortir. Tous les organismes de bénévolat insistent aussi pour respecter la liberté du bénévole, qui n'accepte que les obligations qu'il veut bien se donner. Par rapport aux liens familiaux ou même amicaux, il est beaucoup plus facile de se retirer de ce type de relation. Par comparaison avec la sphère domestique, il faut également mentionner l'avantage inhérent aux liens avec des étrangers concernant certains problèmes traités souvent avec un certain malaise dans la famille.

Le sociologue allemand Simmel, au début du siècle, avait déjà remarqué que «c'est seulement à (l'étranger) que l'on fait les révélations et les confessions les plus surprenantes, qu'on livre des secrets que l'on cache précieusement à ses propres intimes<sup>9</sup>». La famille accepte souvent mal certains types de problèmes ou de situations et cette sphère permet alors de se confier facilement à un étranger. Cette fonction était antérieurement remplie par les prêtres ou les médecins. Les premiers ont disparu, les seconds n'ont plus le temps. On retrouve cet avantage dans des groupes oeuvrant dans le domaine du SIDA, par exemple.

Enfin, il importe de mentionner une limite importante de ces groupes, liée à la liberté même qui est au centre de leur fonctionnement. Fondés sur une activité entièrement libre, dont on peut donc justement se libérer à tout moment, ils ne peuvent pas remplacer les institutions fondées sur des obligations: obligations sociales dans le cas de la famille, obligations contractuelles et salariales dans le cas de l'État. Cette liberté a beaucoup d'avantages, mais ses limites sont évidentes: qui doit faire, dans une société, ce que personne n'a envie de faire librement? La famille et l'État demeurent donc indispensables pour les raisons mêmes qui font tout l'attrait de cette sphère du don aux étrangers. Dans toute évaluation



Jean F. Leblanc/STOCK

Les associations contribuent à une détection précoce des problèmes, bien avant l'État. En outre, elles trouvent des solutions ad hoc, qu'elles appliquent rapidement. Au contraire, l'État tend à chercher de grandes solutions pour de petits problèmes.

du bénévolat dans la société moderne, il ne doit jamais être oublié que cette forme de liberté ne peut exister que parce que par ailleurs il y a quelqu'un quelque part pour prendre en charge ceux que la liberté aura laissés pour compte. Dans la société actuelle, c'est l'État, appareil d'assurance et de garantie de services aux orphelins des liens sociaux; et c'est la famille, réseau d'obligations beaucoup moins libres, et qui demeurent fondamentales, comme toutes les recherches récentes le démontrent.

## Conclusion

Il importe en terminant de revenir sur une caractéristique essentielle de cette sphère: le refus du paradigme utilitariste rationnel, le refus du rapport instrumental à autrui, du *désenchantement du monde*, qu'on peut faire remonter à Weber, Kant ou au Christ et à Bouddha! Le geste bénévole est celui du réenchantement du monde. Une chose est certaine: il est impossible d'en comprendre la spécificité avec un modèle d'analyse utilitariste, qu'il soit d'inspiration marxiste ou marchand. En d'autres mots, le sens des gestes posés par ces milliers de personnes ne s'épuise pas dans le rapport d'utilité matérielle de ce qu'ils reçoivent en retour (profit), ou au contraire de ce qu'ils ne reçoivent pas (exploitation). Le sens de leur

geste est à rechercher dans le geste lui-même, dans la relation voulue pour elle-même et non instrumentale. Et en ce sens le rôle du don aux étrangers s'étend bien au-delà de sa contribution ponctuelle pour résoudre des problèmes sociaux précis, même si ce rôle, on l'a vu, est loin d'être négligeable.

Oeuvrant parallèlement à toutes ces institutions qui, dans le cadre du rapport salarial ou du rapport marchand, tout en libérant les individus de leurs obligations, contribuent dans la société moderne à éloigner et à séparer les membres les uns des autres, le don aux étrangers nourrit le lien social et est à ce titre un instrument privilégié de prévention des problèmes sociaux et aussi de solidarité. À propos de cette dernière, Durkheim affirmait qu'elle était la condition pour que l'homme «cesse de chercher en soi-même l'unique objectif de sa conduite et, comprenant qu'il est l'instrument d'une fin qui le dépasse, il s'aperçoive qu'il sert à quelque chose. La vie reprend un sens à ses yeux parce qu'elle retrouve son but et son orientation naturelle. Mais quels sont les groupes les plus aptes à rappeler perpétuellement à l'homme ce salutaire sentiment de solidarité<sup>10</sup>?», se demande-t-il. Le bénévolat et l'entraide en font sûrement partie. Le don aux étrangers irrigue le tissu social et c'est pourquoi Titmuss croyait que le don du sang en était le plus beau symbole: «Les relations sociales créées par les échanges de cadeaux sont parmi les forces les plus puissantes qui gardent un groupe social uni<sup>11</sup>». ■

9. Georg Simmel, «Digressions sur l'étranger», dans: Y. Craftmeyer et J. Joseph, *L'École de Chicago. Naissance de la sociologie urbaine*, Paris, Champ urbain, 1979, p. 56.  
10. Cité par Dan Ferrand-Bechmann, *Le phénomène bénévole*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1990, p. 426.  
11. Richard M. Titmuss, *The Gift Relationship: From Human Blood to Social Policy*, New York, Vantage Books, 1972, p. 73.

# en bref

Apparu dès 1960, le concept d'**expériences des femmes** est devenu une référence importante dans le discours scientifique en sciences religieuses. Utilisé fréquemment sans une signification toujours très précise, il convenait d'en étudier les divers sens. C'est ce pertinent travail d'analyse sur le vécu des femmes que vient de réaliser Monique Dumais, professeure de théologie et d'éthique à l'Université du Québec à Rimouski, dans *Diversité des utilisations féministes du concept «expériences des femmes» en sciences religieuses*, publié dans la série Documents de l'Institut canadien de recherches sur les femmes. Ce document est disponible à: ICREF/CRIAW, 151 rue Slater, bureau 408, Ottawa K1P 5H3.

Les familles canadiennes travaillent plus et gagnent moins. C'est ce qu'affirme, statistiques à l'appui, l'Institut Vanier de la famille, dans sa publication **Profil des familles canadiennes**. Les revenus familiaux ont connu une hausse soudaine à la faveur de l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, dans les années 70. Le revenu familial moyen a progressé de 11 168\$ entre 1971 et 1980. Cependant, il n'a augmenté que de 643\$ entre 1980 et 1991. L'impact de la récession du début des années 80 sur le revenu familial a été énorme. Résultat: la plupart des familles estiment maintenant nécessaire que plus d'un membre gagne un revenu. Par son analyse des facteurs qui influent sur les familles canadiennes et les changements qu'elles subissent, cette publication est un outil précieux pour toute personne intéressée par la question (Institut Vanier de la famille, 120 Avenue Holland, suite 300, Ottawa K1Y 0X6, tél.: (613) 722-4007).

La défense des intérêts des travailleuses et travailleurs non syndiqués est une tâche qui demeure prioritaire, compte tenu des conditions souvent très précaires d'emploi. C'est à cette tâche d'éducation et de défense que se consacre le groupe **Au bas de l'échelle** qui vient de publier la septième édition de *L'ABC des non-syndiqués: nos droits au travail!* Cet outil de vulgarisation de 90 pages a été conçu pour répondre aux principales questions qui se posent, des normes minimales de travail à la syndicalisation, en passant par la santé, la sécurité et l'aide juridique (Au bas de l'échelle, 6839A rue Drolet, bureau 305, Montréal H2S 2T1, tél.: 270-7878).

La question des femmes traverse toutes nos réalités et toutes nos luttes. Dans le domaine de la solidarité internationale, un collectif féministe a mis sur pied **Le Cinquième Monde**, dans le but de sensibiliser et d'informer sur la situation des femmes dans le tiers monde et de susciter un appui à leurs mouvements et à leurs luttes. Basé à Québec, le groupe publie, trois fois par année, un bulletin appelé *UniversElles*. Chaque numéro comporte un dossier de seize à vingt pages sur un pays ou un thème particulier, alimenté par des entrevues et des analyses exclusives obtenues à partir d'activités ou de tournées organisées avec des femmes du tiers monde. On peut communiquer avec le collectif au 454 rue Caron, Québec G1K 8K8, tél.: (418) 647-5855.

Il est fort difficile de comprendre les bouleversements de notre monde, que ce soit au Proche-Orient, dans les Balkans, dans la Corne de l'Afrique ou plus proche de nous en Haïti. *Manière de voir*, sorte de cahiers thématiques publiés trois ou quatre fois par année par *Le Monde diplomatique*, vient de faire paraître son numéro 21 qui porte sur **Le désordre des nations**. En 100 pages et une trentaine de cartes et de tableaux, c'est un effort pour s'interroger sur les nouvelles formes d'interventionnisme, y compris la tragique impuissance de l'ONU, et pour analyser les conflits toujours menaçants dans les diverses régions du globe. Un outil précieux et un tour d'horizon nécessaire.

Dans un monde aux **repères culturels profondément transformés**, bien des gens cherchent, un peu à tâtons, le chemin vers ce nouveau monde qui naît sous nos yeux. En France, une équipe transdisciplinaire regroupée autour de Jacques Robin publie *Transversales Science Culture* qui en est à son vingt-sixième numéro, abordant les questions de travail, de nouveaux médias, de citoyenneté participative, etc. (21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris). Au Québec, et sans vouloir faire de rapprochement indu entre les deux publications, un groupe de personnes rassemblées dans le mouvement *Refondations*, publie maintenant, chaque deux mois, *Virtualités*, dans un effort pour favoriser la reconstruction d'une gauche démocratique québécoise, crédible, efficiente et rassembleuse (2609 Chapleau, Montréal H2K 3H5).

# LE RWANDA: APRÈS LES MASSACRES

par Jean-Pierre Charbonneau<sup>1</sup>

«**C**ivilisation»: le *Petit Robert* la définit comme l'ensemble des acquisitions des sociétés humaines. C'est, dit-on, l'antithèse de la barbarie et de la sauvagerie. En voyant ce qui s'est passé au Rwanda, le vernis de civilisation semble bien mince. Mais, diront certains, il s'agit de l'Afrique noire! On n'a qu'à penser à la Somalie, au Libéria, à l'Ouganda, à l'Afrique du Sud de Mandela et des Zoulous, au Mozambique, à l'Angola, au Soudan, au Biafra, à l'Érythrée...

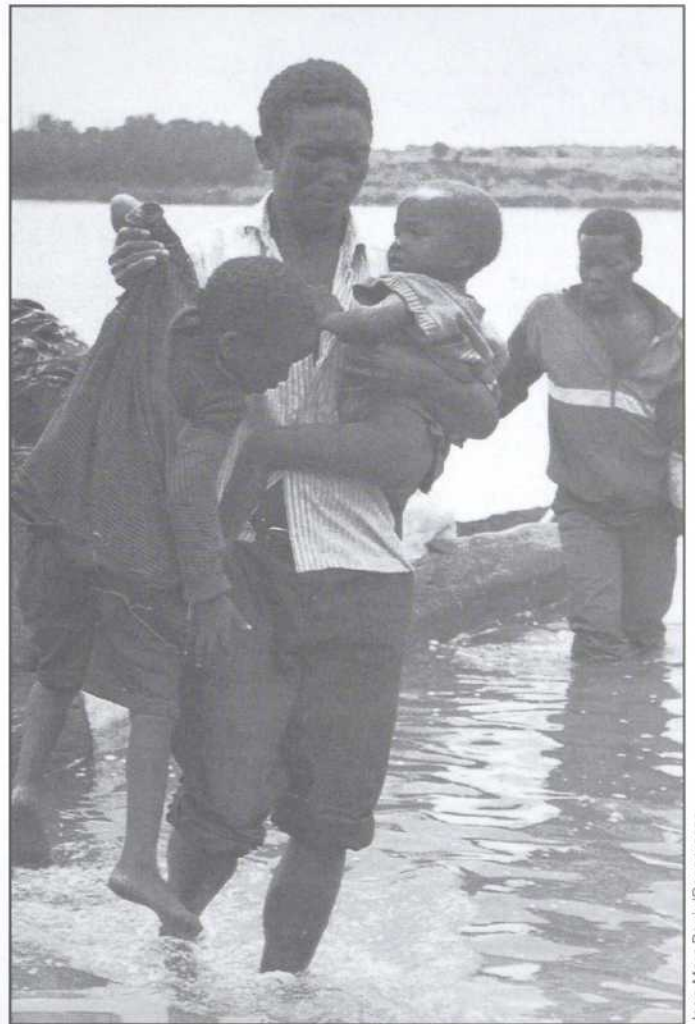
On ne peut nier que les guerres récentes, en Afrique noire, ont rivalisé en atrocités et en sauvagerie. On ne doit toutefois pas oublier qu'ailleurs, durant la même période et avant, Jaunes, Blancs, Rouges ou Métis se sont massacrés de façon aussi barbare et abjecte: déchaînement de cruautés en ex-Yougoslavie, folie meurtrière des Khmers rouges au Cambodge, atrocités des commandos de l'armée régulière du Salvador, tueries insensées du Sentier lumineux au Pérou, etc. La liste en est trop longue et pénible: elle pourrait nous mener à reculons jusque dans la nuit des temps. Les barbares, ils sont de tout temps, de toute race et peuvent être de toute nationalité. Les massacres des populations amérindiennes, par nos ancêtres venus d'Europe, n'ont pas été plus beaux à voir: le sang a coulé à flot au Nord, au Centre comme au Sud des Amériques, avec le glaive autant qu'avec les balles. Viols et dépeçages sous l'effet de la haine, de la peur et de l'alcool, il y en a malheureusement toujours eu. Alors, attention au racisme dans nos réactions au drame rwandais!

N'empêche qu'au bucolique pays des mille collines, l'horreur et la bêtise humaine nous ont frappés très fort. Et les récits des nôtres, bouleversants et douloureux, nous interpellent sur plusieurs fronts.

## *La communauté internationale*

Aux premières loges des massacres, il y avait des Casques bleus, dirigés même par un général québécois. Ils n'ont rien fait pour s'interposer et empêcher les tueries démentielles. Ils ne le pouvaient pas parce que nous, la communauté internationale, ne

le voulions pas. Les autorités des Nations unies, autant que nos responsables aux Affaires étrangères, savaient pourtant depuis des mois que le climat socio-politique déjà pourri se dégradait à vue d'oeil. Les haines et les antagonismes étaient ouvertement



Jean-Marc Bouju/Canapresse

1. L'auteur était, jusqu'à récemment, président d'OXFAM-Québec. Journaliste, il a aussi été coopérant au Rwanda d'où il a été évacué au début de la guerre, en octobre 1990.

Avons-nous perdu notre temps, depuis 40 ans, en voulant aider les gens du Rwanda et du Burundi à se développer? Nous devons répondre non, malgré les constats décourageants.

attisés et l'assassinat du président burundais (un Hutu), et de plusieurs de ses ministres de même nationalité, l'automne dernier, par l'armée burundaise tutsie, avait ancré dans leurs positions radicales et fanatiques ceux qui, dans le pouvoir hutu rwandais, étaient les adversaires des Accords de paix d'Arusha. Pourquoi alors ne pas avoir augmenté le nombre de Casques bleus et modifié leur mandat? Pourquoi, là comme ailleurs en Bosnie ou en Somalie, se contenter de faire les choses à moitié?

On a beaucoup discuté, il y a un an, du droit d'ingérence humanitaire et de la possible nécessité d'instaurer une véritable force internationale de maintien et d'imposition de l'ordre, sinon de la paix. Plusieurs ont régrimé alors. Pourtant, aucune société de droit ne peut s'implanter et survivre, localement ou à l'échelle planétaire, sans une force quelconque capable de faire respecter le droit. Autrement, ce sera toujours, un jour ou l'autre, à un endroit ou l'autre, la loi du plus fort et de la vengeance qui prévaudra.

Au Rwanda, comme en Palestine, au Cambodge ou au Salvador, il y avait des Accords de paix; il y avait un tout récent processus de démocratisation; il y avait des élections libres à l'horizon. Mais il y avait aussi des opposants irrédutibles qui, pour de bonnes et de mauvaises raisons, étaient incapables de pardonner ou de faire confiance à l'autre. Il y avait des extrémistes et des saboteurs. Il y avait aussi beaucoup de pressions d'un peu partout pour accélérer les choses, pour forcer la coalition politi-

### Où sont pour le moment les leaders raisonnables qui pourront faire triompher la raison et la tolérance?

que de transition, pour imposer les compromis et les consensus. La communauté internationale, à travers ses représentants, a-t-elle trop forcé la note? Est-on allé trop vite? A-t-on suffisamment tenu compte de l'intensité des haines, des méfiances et des rivalités diverses, exacerbées par trois ans et demi de guerre ouverte ou larvée? En Occidentaux démocrates, nous croyons aux vertus de la libre expression. Peut-on néanmoins laisser tout dire et entretenir ouvertement la haine sur les ondes des nouvelles radios ou dans les journaux, sous prétexte d'un nouveau droit enfin instauré? Qu'a fait la communauté internationale pour aider efficacement à calmer les esprits, pour apaiser les craintes, fondées ou pas?

Et que fait-on des capacités réelles d'absorption des changements socio-politiques? Que fait-on des nécessaires préparations aux changements majeurs? A-t-on pu croire que l'invasion armée du Rwanda, en octobre 1990, par des troupes presque essentiellement tutsies, c'est-à-dire l'option de la violence, allait faciliter le processus souhaité de démocratisation et engager enfin le pays tout entier dans la voie de la prospérité, de l'harmonie et de la solution de ses vieilles rancunes encore non réglées? Peut-on penser que le coup d'État militaire de l'armée tutsie au Burundi, en octobre 1993, quatre mois après que les premières élections libres dans ce pays aient élu un représentant de la majorité hutue, n'a pas eu de conséquence sur le climat de suspicion déjà dramatiquement élevé au Rwanda, climat bien entretenu par les ultra-nationalistes hutus? Le multipartisme vécu dans la tolérance et le respect de l'opinion des adversaires, souvent des ennemis de la veille, ne peut s'enraciner rapidement dans un terroir non préparé, surtout quand il est perturbé par la guerre et tout ce qu'elle charrie inévitablement comme poison social mortel.

Les massacres au Rwanda, et ceux qui les ont précédés au Burundi, ne s'expliquent pas uniquement, il est vrai, par la vieille rivalité entre deux peuples que l'on s'obstine à appeler des ethnies ou des tribus, comme si les nationalismes africains étaient par essence moins nobles et plus primaires que ceux des autres, y compris le nôtre. La volonté de prendre ou de garder le pouvoir, pour les cliques militaires et civiles, d'une région plutôt que d'une autre, est aussi au coeur du terrible cocktail qui a explosé à Kigali et sur toutes les collines du pays. Le patronage, l'appât du fric et des privilèges, en somme toute l'hommerie du pouvoir, est bien présente dans ce drame. Néanmoins, on ne doit pas le nier, il y a aussi la xénophobie, cette déviation perverse du nationalisme, cancer qui guette tous les peuples de la terre.

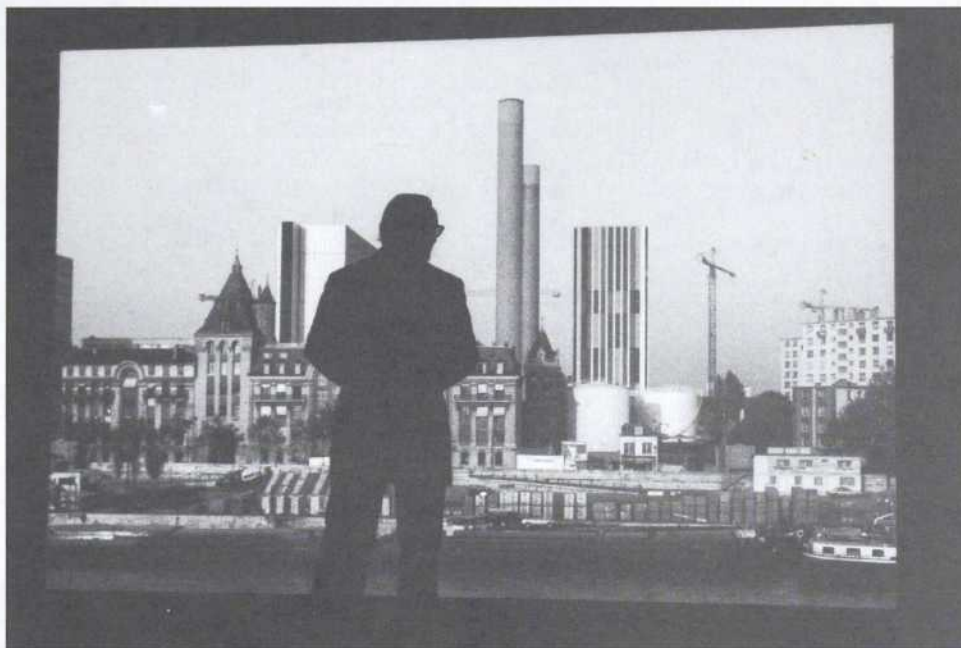
Au Rwanda, après la loi séculaire de la minorité tutsie, on assiste, depuis 1959, à celle de la majorité hutue. Mais d'une majorité rendue peureuse et méfiante. Au Burundi, ce fut et c'est toujours la loi de la minorité tutsie, là aussi une minorité entretenue dans la peur et la suspicion. Le comportement et les excès des uns ont alimenté ceux des autres, créant une dynamique toxique qui a périodiquement dégénéré en génocides atroces d'un côté et de l'autre de la frontière. Peut-on penser qu'un jour la majorité hutue du Rwanda et du Burundi pourra installer démocratiquement sa loi sur la minorité tutsie des deux pays et que celle-ci l'acceptera de bon gré? N'y aura-t-il de «paix» véritable que lorsque chacun des deux peuples sera majoritaire et dominant sur un territoire bien à lui? Peut-on encore croire que Hutus et Tutsis accepteront un jour de devenir d'abord et avant tout des Burundais et des Rwandais? Voulons-nous, nous-mêmes, être d'abord et avant tout des Canadiens? Chose certaine, on ne fera pas disparaître le souvenir des multiples massacres par la simple négation des identités nationales, quelle que soit l'importance des méfaits déjà réalisés.

Bien sûr, il faudra finir par sortir ces populations et ces pays de l'impasse. À terme, des solutions politiques devront être mises en place. Toutefois, on peut penser que ces solutions devront sans doute s'appuyer sur une connaissance beaucoup plus grande de la psyché collective de ces populations. Les collectivités humaines traînent leur vie durant, comme les individus, les séquelles profondément enfouies de leur passé et de leurs traumatismes. Un jour ou l'autre, il faudra bien que, là comme ailleurs dans le monde, on apprenne à en tenir compte pour mieux vivre le présent et bâtir l'avenir. Entre temps, il faudra un formidable exercice collectif de parole pour exorciser les traces des récentes atrocités. Autrement, elles ne feront que nourrir et renforcer les vieux démons du passé. Mais qui pourra initier et mener à bien une telle tâche? Où sont pour le moment les leaders raisonnables qui pourront faire triompher la raison et la tolérance?

Enfin, une question demeure pour nous: avons-nous perdu notre temps, depuis 40 ans, en voulant aider les gens du Rwanda et du Burundi à se développer et à sortir du cercle infernal de la pauvreté? Nous devons répondre NON, malgré le constat décourageant des ravages de la guerre et de la sauvagerie. La vie existe plus comme processus que comme aboutissement. Les crises et les drames font souffrir et régresser les individus autant que les collectivités. Mais la vie continue. Des épreuves douloureuses, peuvent et doivent émerger plus de maturité et de développement. Ceux et celles qui restent, et avec lesquels nous avons cheminé dans plusieurs cas, vont tôt ou tard reprendre la marche en avant de la vie. Pour reconstruire, ils auront, entre autres, ce qui leur reste de nos 40 années de coopération. Il nous faudra alors décider si nous voulons, à nouveau, les accompagner. ■

# LE SIDA, MÉTAPHORE SOCIALE DE LA VIE MODERNE

par Francine Saillant<sup>1</sup>



Jean F. Leblanc/STOCK

Trois événements majeurs sont venus, au XX<sup>e</sup> siècle, questionner en profondeur l'identité humaine et bouleverser nos images du futur de civilisations qui se sont construites dans la longue durée. Je pense d'abord aux événements qui ont entouré la dernière guerre mondiale. Les tentatives de compréhension de l'holocauste ont interrogé les hommes et les femmes sur la nature humaine et sur ses capacités de destruction de l'autre, celui que l'on désigne comme étranger sous des noms divers: juif, nomade, homosexuel, malade mental.

Le deuxième événement, qui s'apparente au premier, est celui de la bombe. Non seulement la haine et le refus de l'autre pouvaient-ils s'exprimer dans un système de terreur et de paranoïa, mais l'intelligence humaine devint également capable, hors de son intentionnalité, de créer son propre système d'autodestruction. Hiroshima et ses survivants nous rappellent que la science – dont le but ultime devrait être de soulager la souffrance et d'améliorer la condition humaine, ce qu'on appelle aujourd'hui la qualité de vie – peut, dans certaines conditions et circonstances, détruire l'humain et l'image même de l'humanité. Depuis la bombe, bien des découvertes scientifiques nous interrogent dans le même sens: comme les nouvelles technologies de la reproduction et tout ce qui entoure, de façon globale, les manipulations du vivant. La crise écologique en est l'aboutissement. Un troisiè-

me événement est venu bouleverser bien des certitudes dans notre société: le SIDA. Dorénavant, l'amour, par la voie du sang et du sperme, peut non seulement produire la vie, mais aussi la maladie et la mort.

Ces trois événements spécifiques à notre siècle, l'holocauste, la bombe et le SIDA, introduisent des questions inquiétantes sur la nature de notre identité personnelle et collective. De toutes parts, pour la première fois peut-être, nous pouvons percevoir et évaluer les multiples capacités d'autodestruction que nous por-

Au XX<sup>e</sup> siècle, le SIDA, en tant qu'expression biosociale, apparaît sans doute comme un symbole-clef de l'autodestruction du vivant.

tons. Par le cœur, en trouvant refuge dans la haine et le refus de l'autre; par l'esprit et l'intelligence, en créant des systèmes et des savoirs techniques qui menacent la survie des peuples et l'intégrité de l'espèce; et enfin, hors de notre volonté, par le corps, à travers l'amour et le désir; mais aussi à travers le manque d'amour, dans les identités marginales extrêmes (drogue, prostitution de rue, etc.).

Au XX<sup>e</sup> siècle, le SIDA, en tant qu'expression biosociale, apparaît sans doute comme un symbole-clef de l'autodestruction du vivant. Parce qu'il s'agit d'une pandémie qui menace des groupes vulnérables et, dans le cas de pays du tiers monde, des po-

1. Anthropologue, l'auteure est professeure à l'École des sciences infirmières et chercheure au Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval. Ce texte est une version abrégée de la conférence d'ouverture du 2<sup>e</sup> Colloque annuel de l'Association canadienne des infirmières en sidologie, donnée à Toronto le 20 novembre 1993.

pulations entières. Mais aussi parce que, biologiquement, le SIDA représente la perte des défenses du corps face à l'environnement vivant. Pour le porteur du VIH, le milieu vivant lui-même constitue, en soi, une menace d'autodestruction.

Le psycho-historien et psychiatre Lifton, ayant écouté et accompagné des centaines de survivants de catastrophes (Hiroshima, guerre au Vietnam, etc.), affirme que notre siècle est celui de la conscience de la menace face aux capacités d'autodestruction des humains. Conscience qui s'étend au-delà des individus directement touchés et qui interpelle l'ensemble des populations, ayant une incidence sur la psyché individuelle et collective.

Si chaque culture et chaque époque produisent leurs figures spécifiques face à l'angoisse de mort, celles que nous rencontrons, au XX<sup>e</sup> siècle, apparaissent troublantes et singulières parce qu'elles impliquent des données nouvelles concernant nos devoirs et nos possibilités collectives. Dans les siècles antérieurs, le mal, sous toutes ses formes, était imaginé comme venant de forces extérieures à l'être humain. La peste, par exemple, fut attribuée au courroux des dieux vengeurs et aux esprits malins cachés dans la nature. Mais pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le mal – que nous devrions plutôt appeler la menace, sous les formes modernes que sont l'holocauste, la bombe et le SIDA – vient de l'être humain lui-même, de ses forces destructives et autodestructrices.

Mais comme nous l'enseignent les systèmes de pensée orientaux, toute réalité porte aussi son contraire. Si par le coeur, l'esprit et le corps, l'espèce humaine porte en elle-même ses capacités de destruction et d'autodestruction, comme le XX<sup>e</sup> siècle nous en a fait prendre conscience de façon aiguë, c'est par les mêmes voies qu'elle peut aussi trouver ses capacités de réparation, de réconciliation et d'espoir. Et ces capacités se construisent aussi dans le temps et dans l'histoire, prenant des voies diversifiées, dont celle de la dimension soignante.

## La dimension soignante

Le domaine des soins, par ses savoirs et ses pratiques, constitue à mon sens l'un des lieux où peut s'exprimer l'inverse de nos capacités de destruction et d'autodestruction. Des auteurs comme Leininger, Collières, Watson et Benner insistent sur ce qui constitue le domaine du *nursing*: science et art des soins, au sens de *caring*, ainsi que sur ses objectifs d'action, qui sont justement l'intégration et l'harmonisation du coeur, de l'esprit et du corps.

Lorsque nous évoquons le domaine des soins, il nous faut dépasser les simples actions de soins associées aux services de santé, parce que trop vagues et impersonnelles, pour comprendre plutôt et promouvoir des actions de soins entendues au sens de *caring* et de dimension soignante. La dimension soignante, ou *caring*, représente l'une des manières de recadrer, de façon différente, le paysage de la modernité dont le SIDA fait partie.

Les intervenants et intervenantes qui oeuvrent chaque jour auprès de personnes porteuses du VIH et de sidéens participent à cette reconfiguration. Et cela se concrétise par l'engagement moral, la présence, la continuité, la qualité du temps donné, l'intensité affective, l'acceptation des univers de vie intermédiaire que représentent les états de chronicité (être ni en santé ni malade), l'acceptation de la dépendance et de l'interdépendance. Comme on le soulignait, dans un article portant sur la culture des soins au temps du SIDA: «Le SIDA est unique, parmi les maladies des sociétés modernes, parce qu'il représente simultanément

une maladie aiguë et chronique, progressive, infectieuse et fatale, et qui affecte aussi les jeunes personnes. Au stade présent du savoir médical, il n'y a pas de traitement pour ce qui représente l'effondrement du système immunitaire que provoque le virus du SIDA et cela, en dépit de toutes les recherches pharmacologiques. Pour la grande majorité des symptômes qui affectent les individus porteurs, des plus bénins aux plus graves, il n'y a tout simplement pas de substitut à la présence de l'accompagnement, ainsi qu'aux soins physiques et interpersonnels qui constituent le coeur du *nursing* et pour lesquels les infirmières, peut-être plus que tout autre professionnel de la santé, excellent<sup>2</sup>.»

Outre le fait que le SIDA représente, comme symbole et métaphore, l'autodestruction du corps humain, son effondrement, en même temps que sa capacité à transmettre la mort par la voie de liquides corporels qui véhiculent normalement des significations de vie, il nous force aussi à admettre les limites de la maîtrise de la vie que l'on croyait avoir atteinte, grâce à la raison et à la technologie. On avait pensé vaincre le cancer, dans les années 70, à coups de milliers de dollars. Non seulement ne l'a-t-on pas vaincu, mais on doit maintenant combattre, depuis plus de dix ans, le SIDA.

Jusqu'à l'arrivée de ce dernier, le cancer représentait le symbole de la mort: associé à la pourriture, au non-contrôle, aux forces invisibles qui envahissent et détruisent. Certains auteurs, comme Susan Sontag et d'autres, ont voulu voir dans cette maladie la métaphore du monde moderne: à la pollution, à la surproduction des produits et services, le corps répond par une surproduction de cellules, par l'anarchie biologique. L'arrivée du SIDA n'a pas changé le portrait de la mort moderne; il lui a simplement superposé une image complémentaire, mais en même temps un prolongement: on ne parle plus de surproduction des cellules et d'anarchie biologique, on parle ici d'effondrement du système immunitaire et de perte de toutes les défenses.

L'historien Sendrail a montré que toute société produit ses symboles de mort et s'imaginer dans l'horizon de ses limites; et elle le fait à travers des maladies dont la charge symbolique est dense. Face à l'effondrement du vieux monde et de ses limites, le SIDA, de manière exceptionnelle, interroge notre personnalité et collective de l'effondrement. Pourquoi donc une épidémie de l'effondrement? Les explications rationnelles que nous connaissons, quoique valables et valides, nous satisfont-elles vraiment? Les images de la mort, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, questionnent notre espoir et notre devenir.

Cette mort de la fin du siècle est celle de jeunes adultes: la majorité des individus atteints, au Canada et dans les pays industrialisés, ont entre 20 et 50 ans. Elle est souvent celle de gens qui ont fait des choix de vie différents de ceux de la majorité, si l'on pense à la portion atteinte de la population qui est masculine et homosexuelle. Elle est aussi celle de personnes qui ont sans doute peu choisi la dureté du monde qui les stigmatise: ceux et celles qui vivent de la prostitution et sont emprisonnés dans la drogue. De plus, le SIDA, que l'on imaginait enclavé, se répand à une vitesse folle. Il gagne des continents qui ont été pendant un temps épargnés, comme l'Asie, mais il atteint de plus en plus d'enfants et aussi de femmes hétérosexuelles mariées qui, ne se protégeant pas d'un conjoint qu'elles croyaient sûr, se réveillent un bon matin séropositives et désespérées. Quels que soient les modes de contamination et les groupes touchés, personne ne choisit d'avoir le SIDA.

Dans ce siècle où l'on veut croire que tout se contrôle, à l'apogée de la technoscience, les modèles de pensée que nous avons créés et auxquels nous participons ne fonctionnent guère, mais nous vivons quand même avec eux. Nous aimons croire aux prédictions de la météo pour que le temps du soleil dure, aux prédictions économiques pour imaginer une fin de siècle plus



Robert Fréchette/STOCK

Le temps et la présence sont des dimensions essentielles des soins et de l'accompagnement, et du message social dont les soins sont porteurs.

heureuse, et à cette société d'un nouvel âge annoncé dont on cherche trop souvent en vain les manifestations. Nous attendons les médicaments qui vont enrayer tous les maux, ceux des grandes maladies du siècle, comme le cancer et le SIDA, chacune symbole de mort et des limites d'une vie et d'un monde que l'on voudrait illimités, surtout en Occident.

La société technique étend, dans des proportions jusque-là inimaginées, les capacités de perceptions humaines et les limites du corps: de toutes les manières, on prolonge les sens. Nous pouvons dorénavant voir l'infiniment petit et l'infiniment grand. Nous pouvons entendre la voix d'un proche à des milliers de kilomètres. La mémoire humaine ne fait plus le poids face aux capacités informatiques. La société technoscientifique, qui s'exprime entre autres par l'institution biomédicale, donne souvent l'illusion que cette extension des limites corporelles pourrait solutionner toutes les contradictions humaines et toutes les souffrances.

Pourtant, si la société technoscientifique a donné une extension aux sens, elle ne privilégie pas pour autant les besoins reliés au territoire de la sensorialité: on n'a pas trouvé, par exemple, de réponse technologique aux besoins d'affection et de toucher. La dimension soignante ouvre des portes différentes, puisque le corps global est reconnu comme la porte d'entrée de l'expression des soins. La société de la technoscience n'a pas apporté de réponse à l'inéluctable: la vie humaine a une fin, malgré ses possibilités extraordinaires d'adaptation. Dans cette société, on s'imagine vivre hors de la réalité du temps et de la finitude, et de leur contrepartie: la présence, au sens d'être ancré dans le monde et d'accompagner. Or, le temps et la présence sont des dimensions essentielles des soins et de l'accompagnement, et du message social dont les soins sont porteurs.

La réalité du SIDA est dure. L'expérience et la trajectoire de cette maladie impliquent des marquages sociaux cumulés. D'abord des blessures infligées à l'identité qui devient un stigmate. Mais aussi une cassure dans la perception du temps: les individus atteints sont jeunes, pour la plupart, et sont amenés à reconfigurer leur vécu du temps. S'ajoutent à cela la souffrance causée par l'absence de solution médicale efficace permettant la guérison, les nombreuses années à vivre dans un espace de vie confiné à l'idée de limites et à la certitude de la mort, et enfin l'expérience vécue lorsque le corps, attaqué de toutes parts, lâche prise et se transforme lui-même en blessure.

Les soins prennent ici toute leur place et tout leur sens. Ils peuvent offrir des réponses au besoin de sécurité affective et physique de personnes perdant leur frontière corporelle et leurs défenses, vivant des sentiments de perte de dignité et de confiance en soi et aux autres. Les soignants peuvent accompagner ces personnes amenées à déconstruire et à reconstruire le sens de leur propre vie, en faisant face à un futur marqué par la réalité existentielle de la finitude. La présence ouverte de l'accompagnement et de l'acceptation de l'autre, incluant le contact physique et la tendresse, constituent, pour les individus aux prises avec la réalité du SIDA, des clefs de guérison face aux blessures de l'âme et du corps qu'inflige cette maladie. Et la voie de la guérison n'est pas ici dans le futur d'une vie assurée, mais dans une voie d'accès au sentiment et au sens de la vie.

### *Le sens et la place des soins*

De manière générale, les soins constituent à la fois un ensemble de moyens de protection du corps et un processus d'accompagnement dont l'objectif est la préservation de l'intégrité de

2. Fox R.C., Aiken L.H., Messikomer C.M., The Culture of Caring: Aids and the Nursing Profession, *The Milbank Quarterly*, vol. 68, Suppl. 2, 1990, p. 229.

la personne. J'ai déjà défini les soins comme «un ensemble complexe de valeurs et de symboles, de gestes et de savoirs, spécialisés ou non, susceptibles de favoriser le soutien, l'aide ou l'accompagnement de personnes fragilisées dans leur corps-esprit, donc limitées, temporairement ou sur une longue période de leur existence, dans leur capacité de vivre de manière indépendante». C'est le cas de la personne porteuse du VIH, qui dans son parcours de vie subira des agressions biosociales atteignant ses capacités. Dans la mesure du possible, les soins sont censés favoriser le retour à l'indépendance; mais il n'y a pas, selon nous, d'indépendance sans la reconnaissance de l'interdépendance.

Pour soigner véritablement les personnes porteuses du VIH ou du SIDA, les soignants doivent considérer pleinement la va-

Le domaine des soins, par ses savoirs et ses pratiques, constitue à mon sens l'un des lieux où peut s'exprimer l'inverse de nos capacités de destruction et d'autodestruction.

leur sociale des personnes qu'elles traitent, tout en sachant que l'indépendance complète de ces personnes ne peut être considérée comme un objectif ultime. Soigner au temps du SIDA signifie que nos actions de soins ne seront pas toujours réparatrices de vie, mais qu'elles seront palliatives, au sens littéral de ce mot. Cela veut dire aussi interagir avec des personnes qui peuvent heurter notre système de valeurs. Au fond de nous, jusqu'où sommes-nous capables de croire que la femme qui se prostitue pour obtenir *coke*, *crack* et autres substituts de l'amour mérite tendresse et compassion? Jusqu'où pouvons-nous aller en sachant qu'au-delà de la tendresse et de la compassion, la souffrance et la mort sont assurées? Quelle est la part de l'amour inconditionnel dans les soins? Sommes-nous prêts à accepter que face au VIH et au SIDA, une personne possède la capacité de décider pour elle-même jusqu'à sa mort, et que sa trajectoire de vie peut l'avoir conduite à aller vers la mort?

Quels moyens notre société se donne-t-elle pour soigner le SIDA? Des efforts importants ont certes été consentis à ce jour pour la recherche: recherche biomédicale d'un côté, du médicament sauveur, et recherche sur les facteurs de risque et les comportements préventifs de l'autre, dans un souci légitime de protection sociale. Mais allons-nous faire de même du côté des soins? Notre société est-elle prête à investir également dans la recherche et l'application de programmes sur les soins de confort et d'accompagnement aux personnes atteintes du VIH et aux sidéens? Jusqu'ici, peu d'efforts ont été déployés pour les soins et l'allocation des fonds de la santé consacrés au SIDA en témoignent. À Montréal, par exemple, on sait qu'une unité spéciale sera bientôt implantée à l'hôpital Royal Victoria, mais à côté de cela, les conditions d'hospitalisation sont souvent déplorables. Le Canada et le Québec sont bien loin derrière les États-Unis pour la recherche et l'intervention concernant les soins dans le domaine du SIDA.

Cela doit-il nous surprendre? Alors que l'on savait pertinemment que des centaines d'individus allaient être hospitalisés au cours des années 90, en tenant compte du cycle naturel de cet-

te maladie, avons-nous vraiment prévu les ressources de soins nécessaires? La réalité de cette pandémie est que les gens atteints il y a dix ans sont de plus en plus malades et nécessitent de plus en plus de soins. Il y a là un choix de société: devant le SIDA, la société peut choisir de se protéger face à la population atteinte, en mettant en oeuvre des moyens de limiter la pandémie, ce qu'elle fait déjà; mais elle peut également choisir de protéger non seulement la société, mais aussi les individus atteints par une politique et des interventions de soins. Celles-ci ne doivent pas être confondues avec la recherche biomédicale, axée sur la compréhension des mécanismes de la maladie ou sur la recherche pharmacologique. Cette politique et ces interventions de soins concernent plutôt l'accompagnement direct des personnes aux prises avec le SIDA.

Nous devons cependant éviter le piège des soins palliatifs qui consisterait à concentrer nos efforts sur ce seul type d'action. Car favoriser les interventions de soins signifie toucher l'ensemble des besoins de la personne. Le SIDA, comme le cancer, est une maladie du temps; c'est-à-dire que pendant plusieurs années, bon nombre d'individus vont vivre dans une situation limite ou intermédiaire, non malades mais stigmatisés par un diagnostic, puis malades ponctuellement au gré des infections opportunistes. La phase terminale de la maladie n'est que l'aboutissement, certes douloureux, d'une longue trajectoire de vie tout au long de laquelle les individus ont besoin que l'on reconnaisse les soins qui leur sont nécessaires<sup>3</sup>.

### *Il faut revaloriser les soins*

Le psychanalyste André Ruffiot rappelle que le sidéen, privé de ses défenses immunitaires, imagine son corps comme un «corps sans défenses, sans enveloppe externe protectrice, corps mis à nu, corps violé, corps écorché de l'intérieur, manquant d'une peau interne, corps offert, exposé, corps malade, marqué, torturé par l'AZT, corps séparé de la matrice originelle, corps séparé du psychique qui ne commande plus (...). Il devient en fait un nourrisson en solitude, en détresse, en quête d'amour et de protection<sup>4</sup>.»

Les soins sont essentiels dans la réalité du SIDA et cela, à toutes les étapes de la maladie. Ils se doivent d'être valorisés parce qu'ils constituent non seulement un ensemble de moyens essentiels pour les individus atteints, mais ils répondent aussi à des besoins auxquels la science ou les efforts préventifs déployés pour contrer la pandémie ne peuvent répondre. L'individu atteint et ses proches ont des besoins variés, et ces besoins sont d'autant plus cruciaux qu'on ne guérit pas du SIDA. Les soins sont là pour agir dans les interactions du patient avec le système de santé; ils sont là pour aider à la création d'un sens de la vie avec la maladie; ils sont là pour soulager la douleur et la souffrance; ils sont là pour permettre à l'autre de se sentir accepté dans un contexte de forte stigmatisation sociale; ils sont là pour écouter avec ouverture, pour toucher sans peur, pour accompagner avec tendresse, en sachant que le seul espoir possible est celui de la vie pour elle-même et non pas de la vie comme futur possible. Mais c'est là l'enseignement même des soins. ■

3. L'auteure présentait alors l'expérience réalisée par le Danver Nursing Project in Human Caring.

4. Ruffiot 1989, cité par DeMontigny J. et de Hennezel M., *L'amour ultime*, Montréal, Stanké, 1990, p. 127.

## RECENSIONS DE JUIN

# lectures

M.L. Bouguerra: *La recherche contre le tiers monde*

Jacques Poulin: *La tournée d'automne*

Jorge Semprun: *Federico Sanchez vous salue bien*

Lina Trudel: *La population face aux médias*

Collection Déclic

### La recherche contre le tiers monde

Entre l'enquête et le réquisitoire, voici un livre décapant qui dénonce la cupidité du Nord et la poursuite de l'exploitation effrénée du Sud, dans le domaine de la science et de la recherche, mais surtout dans le monde de la santé et de la pharmacologie. Le livre n'est pas tendre, par ailleurs, pour l'intégrisme surtout musulman qui enferme dans la bêtise. «Dans de nombreuses universités du tiers monde, arabes notamment, l'accent est mis sur le conformisme, la mémoire et la docilité» (p. 21). Le livre s'ouvre sur le spectacle laser donné à Québec, le 24 juillet 1992: «Technologie avancée au service de la démocratie». Puis il évoque l'inscription faite au ciel d'Alger du nom d'Allah: «et le FIS, hypocrite de crier au miracle et d'indiquer aux Algériens la *voie droite*». «Ambiva-

lence de la science et de la technique» (p. 9).

Le livre explore la situation de la recherche et les relations Nord-Sud en ce domaine, en huit chapitres: science et tiers monde: la désillusion; le pillage génétique; menaces et promesses de la biotechnologie; le Sud cobaye du Nord?; la guerre biologique et le Sud; le scandale du paludisme; un colonialisme pharmaceutique; perspectives.

Dans le chapitre sur le paludisme (malaria), l'auteur montre comment cette maladie intéresse peu (comparativement par exemple au SIDA), parce que c'est une maladie du Sud. D'une part, suite à l'usage abusif des insecticides, «la forme la plus dangereuse du paludisme, celle à *Plasmodium falciparum*, est devenue de son côté, résistante aux médicaments antipaludéens les plus répandus» (p. 164). D'autre part, la seule vraie parade durable au paludisme, c'est l'améliora-

tion des conditions de vie et de l'environnement; «sans amélioration du niveau de vie et de l'environnement, sans structure de santé primaire, sans éducation, l'épandage des pesticides ne profitera qu'au fabricant du produit» (p. 162). L'auteur rapporte les recherches fort prometteuses pour la mise au point d'un vaccin par le Dr Patarrayo, à Bogota en Colombie. Ces recherches ne sont même pas citées dans les milieux américains! «Existe-t-il, pour ce journal (le *New York Times*), une recherche en dehors des États-Unis?» (p. 192).

Le chapitre sur le colonialisme pharmaceutique est à faire dresser les cheveux. Double standard des compagnies qui inondent le tiers monde de produits interdits aux USA ou en Europe, surmédication systématique (vendre des médicaments qui stimulent l'appétit dans des régions sous-alimentées), vente libre de produits à risques dont les effets ne sont

pas expliqués, dumping de médicaments périmés, surfacturation systématique par le jeu du marché international, démarcage des compagnies pharmaceutiques auprès des agents promoteurs, quand il ne s'agit pas de corruption pure et simple.

Professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Tunis, l'auteur est un scientifique aguerrri. Il a, entre autres, codirigé la réalisation de *L'état de l'environnement* (Paris, La Découverte, 1992). L'écriture est vivante et claire, mais le niveau d'information scientifique est souvent technique. Un livre qui parfois nous amène à nous interroger sur certaines pratiques au Québec, là où certains acquis sur la santé sont aisément dénoncés et semblent menacés. Un livre courageux et essentiel. ■

André Beauchamp

## La tournée d'automne

Ceux qui se jettent dans l'aventure qu'est l'écriture assument le risque de s'abîmer sur les écueils qui jalonnent cette folle équipée. Dès le début de son entreprise romanesque, Jacques Poulin a pris un risque en choisissant de bâtir son oeuvre à partir d'archétypes qui restent encore aujourd'hui – ou huit romans plus tard – immuables dans son oeuvre. Un écrivain fou d'Hemingway et de tennis, l'amour (un homme, le plus souvent l'écrivain, et une femme qui cherchent à s'unir sans toujours y arriver), des chats, des livres – beaucoup de chats et de livres – sont la matière première que Poulin cisèle inlassablement depuis vingt-cinq ans en histoires délicates, lentes et pourtant habitées par une angoisse presque palpable, celle qui vient avec l'existence.

*La tournée d'automne*, le dernier roman de l'écrivain vivant à Paris, bien qu'il soit rédigé à la manière Poulin, recèle pourtant quelques « anomalies ». Cette fois, par exemple, le personnage principal n'est pas un écrivain. Il y en a bien un, Jack, mais il fera de sporadiques apparitions au côté du Chauffeur, l'homme dans cette histoire d'amour. Fonctionnaire au ministère de la Culture, il fait trois fois par année, le printemps, l'été et l'automne, la tournée des petits villages entre Québec et la Côte-Nord pour distribuer aux lecteurs, organisés en « réseaux », des livres qu'il transporte dans un ancien camion de laitier transformé en bibliobus.

Au début du roman, on tombe sur le Chauffeur au milieu d'une foule aggluti-

née devant le Château Frontenac qui regarde une troupe d'artistes de la rue venue de France. Avec ces saltimbanques et ces musiciens voyage Marie, qui est un « peu... la mère de tout le monde ». Elle et le Chauffeur – peut-être parce qu'ils sont à peu près du même âge et qu'ils se ressemblent physiquement (« ils avaient la même taille, les mêmes cheveux gris ») – vont être attirés l'un par l'autre. Mais l'attrait, tant s'en faut, ne suffit pas pour qu'il y ait intimité entre les êtres réservés, presque fuyants, qui habitent l'univers de Jacques Poulin. Existe-t-il cependant un meilleur prétexte que le voyage pour raffermir... ou détruire à jamais les sentiments que l'on éprouve pour une personne? C'est sur la route que cet homme et cette femme vont s'appropriiser, et jouir de la présence de l'autre, dans une ambiance et des conditions de vie plus attrayantes aux adolescents: la camaraderie envahissante du groupe; le confort précaire du bibliobus.

Ainsi, Marie et sa bande entassées dans un vieil autobus scolaire vont suivre le Chauffeur dans sa tournée d'été, la dernière. Un baroud pour le bibliothécaire ambulancier qui accepte mal que la vieillesse s'immisce dans sa vie. « Devenir vieux, c'est une chose qui ne m'intéresse pas du tout. J'ai décidé depuis un bon moment que la tournée d'été serait ma dernière. Vous comprenez? Elle lui pressa doucement la main pour dire qu'elle comprenait ou qu'elle essayait de comprendre. »

Des corps qui s'effleurent et finissent par s'enlacer tendrement, l'émotion de l'un devant la buée qui voile les yeux de l'autre, les attentions délicates (« Avez-vous froid? demanda-t-il. – Un peu, dit-elle de sa voix cassée. – Je vais vous réchauffer. »), des confidences voilées et la découverte des mêmes auteurs préférés tissent le cocon protecteur dans lequel Marie et le Chauffeur vont s'épanouir en amoureux portés par une sobre passion. Mais c'est aussi un fluide de jouvence pour le Chauffeur qui oublie progressivement ses sombres desseins (une distraction nous met sur la piste) pour faire à Marie une proposition imprévue.

Cette histoire d'amour tout en nuance, qui nous entraîne sur les routes abruptes ou sinueuses qui sillonnent les régions fluviales parsemées de paysages époustouflants, que la prose économe de Poulin oblige à imaginer en esprit plus qu'à découvrir par les mots, nous fera glisser dans le monde des livres si cher à l'auteur. Alors comme si de rien n'était, *La tournée d'automne* révèle la facture de l'oeuvre dont l'auteur a patiemment choisi les composantes en sachant doser les quantités pour chaque roman.

Le bibliobus rempli de livres et de manuscrits, refusés par les éditeurs, devient le point de chute d'amoureux autres que Marie et le Chauffeur. Ceux des livres. Les chefs de réseaux (celui des Escoumins, un pilote de bateau, celui de Rivière-Pentecôte, une femme dont on ignore le nom, et ceux de bien d'autres villages et villes), mais aussi des enfants, des personnes âgées ainsi qu'une curieuse beauté blonde – qui cherche un livre qui répond aux questions « pourquoi on vit, pourquoi on meurt », rien de moins –, de cuir vêtue chevauchant une moto avec *side-car* et gros chien, tous vont s'alimenter en livres de tous genres. Belle occasion pour évoquer l'incontournable Hemingway, le cher Vian, Gabrielle Roy, Anne Hébert ou encore lancer les titres de dizaines de romans: *L'Avalée des avalés*, *Salut Galarneau*, *Sur la route*, etc.

L'écrivain dans tout cela? Jack et le Chauffeur se croisent dans un bar de danseuses nues, à Baie-Comeau. Remis de la dépression qui le secoue après chaque parution d'un nouveau titre, Jack prend des notes: « c'est une petite chose de rien, quelque part dans un coin, elle va grandir doucement. Faut lui laisser le temps. » Les chats? Il faut des chats. Les minous, attirés par l'odeur que traîne encore l'ancien camion de laitier, vont se glisser entre les pattes de Marie et du Chauffeur. Après s'être fait caresser, la panse pleine de lait, ils vont repartir sans dire merci. Grands indépendants!

Jacques Poulin, avec *La tournée d'automne*, réussit encore à séduire le lecteur. ■

Michel Quevillon

## Federico Sanchez vous salue bien

Federico Sanchez vous salue bien est un bien curieux récit, presque aussi inclassable que son auteur, Jorge Semprun. Jorge Semprun, descendant des grands d'Espagne, fut, sous le pseudonyme de Federico Sanchez, un membre influent du Parti communiste espagnol, interdit tout au long du règne de Franco. Il a connu les camps d'extermination, l'expulsion du Parti. Et il fut aussi, de 1988 à 1991, ministre de la Culture dans le gouvernement socialiste de F. Gonzales. Parallèlement à ses engagements politiques, Semprun mena une carrière littéraire remarquée, notamment comme scénariste (*Z*, *L'Aveu*, etc.).

Son dernier ouvrage, écrit en français tout comme ses romans, se présente comme une réflexion sur son passage au gouvernement espagnol (1988-1991). Dans un registre souvent plus près de la conversation que de la chronique politique, Semprun y parle d'abord du pouvoir, de cette possibilité d'intervenir, «même au minimum, dans les marges – dans la réalité opaque, enchevêtrée, étouffante si souvent, du cours naturel de l'histoire» (p. 21). Toujours animé d'une «implacable tendresse» pour les rêves de sa jeunesse, farouchement réfractaire à tout esprit d'appareil, Semprun y parle également, et peut-être surtout, de démocratie et de démocratisation dans cette Espagne nouvelle où se conjuguent modernisation, monarchie et terrorisme.

Dans un intelligent désordre qui confère un ton particulier à l'ouvrage, Semprun revient à la fois sur son expérience politique récente et sur tout ce qui a constitué la trame profonde de ses engagements. Il évoque tour à tour les liens entre langage et pouvoir («le verbe a été au commencement et sera à la fin du politique» p. 21), et son expérience communiste, ce «miel de l'humaine fraternité enclos dans la glaciation bureaucratique» (p. 35). Il médite sur la réussite du processus espagnol de démocratisation qui aurait pu être tellement plus violent si le peuple espagnol n'avait pas si «massivement opté pour la réforme contre la rupture, pour la modération contre l'extrémisme, pour les chances de l'avenir contre les mérites du passé, même les plus héroïques» (p. 116). Réserve son respect et son admiration pour le président Gonzales, le roi Carlos, certains militants et pour quelques-unes des toiles des grands maîtres espagnols, Semprun décrit aussi, avec une ironie mordante, les à-côtés de ses fonctions officielles, ses rencontres avec les grands de ce monde, les négociations, les accommodements...

Celles et ceux que les dessous de la politique espagnole ne passionnent pas auront la tentation de «sauter» de nombreux passages du récit; ils risquent cependant de perdre ainsi certaines des plus belles richesses du livre. Car, au hasard des pages, Semprun livre bien plus que des anecdotes politiciennes. Mêlant ses souvenirs d'enfant à ceux du militant clandestin, évoquant à mots couverts mais limpides les plus grandes douleurs et les joies les plus pures, Semprun témoigne, à chaque page ou presque, de sa condition d'homme de ce siècle. Transcrite dans une très belle langue, la mémoire de Semprun nous plonge dans celle de notre monde. ■

Francine Tardif

## La population face aux médias

**d**ans *La population face aux médias*, Lina Trudel constate la passivité du public, beaucoup plus préoccupé de l'environnement naturel que de l'environnement culturel et intellectuel qui se reflète dans les médias. L'omniprésence de ces derniers – la consommation des médias, surtout la télévision, constitue l'activité numéro un après le sommeil – et leur énorme pouvoir d'influence sur les opinions, les comportements et les événements, justifient que la population s'y intéresse et intervienne au besoin. L'auteure, qui agit à titre de responsable du dossier des communications à l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA), veut sensibiliser les gens à l'impact des médias dans leur vie, au fonctionnement du 4<sup>e</sup> pouvoir ainsi qu'aux façons d'agir sur les médias.

Les lecteurs peuvent d'abord se familiariser avec les habitudes de consommation médiatique, le rôle des médias dans la société démocratique et les droits du public en matière d'information. Parmi les problématiques abordées, notons l'influence grandissante des médias concomitante à la perte d'influence des institutions tels l'Église, les partis politiques, les syndicats et la famille sur les cadres de référence et les valeurs des individus, la publicité influençant les contenus ainsi que les régions désappropriées de leur propre information. Le Québec cassé en deux s'étend aussi aux médias...

Ensuite, dans le second chapitre, judicieusement intitulé «Pour mieux connaître les médias», le fonctionnement et le contenu de la radio-diffusion ainsi que le traitement de l'information dans la presse écrite et électronique sont clairement présentés. Le profane risque cependant de trouver un peu longs et rébarbatifs l'historique et les explications techniques. Son intérêt sera toutefois maintenu grâce à une synthèse des thématiques actuelles (l'américanisation des ondes, la polarisation information/divertissement au détriment des émissions culturelles et éducatives notamment, la déréglementation, la radiodiffusion communautaire, etc.) et une présentation des grandes tendances de l'heure: l'information-spectacle avec la «théâtralisation» des télé-journaux et la simulation, la dépendance des médias à l'égard de la publicité et du marketing qui minent leur crédibilité, la concentration de la propriété – avec ses dangers pour la pluralité des points de vue – dans un contexte de mondialisation et d'uniformisation, de même que la fragilité des codes de déontologie journalistiques.

Enfin, spécialistes et profanes trouveront fort utile le troisième chapitre «Action médias: mode d'emploi» qui s'avère être le remède idéal à la passivité et à la démission du public à l'égard des médias. Il contient une description des lois et règlements concernant les contenus des médias et les droits du public, une présentation du rôle et des fonctions des divers organismes responsables de l'application des lois et codes d'éthique et de la réception des plaintes du public ainsi que l'exposé des principaux groupes intervenant auprès des médias. Armés de ces informations, il ne reste qu'à passer à l'attaque et se réapproprié un pouvoir délaissé: celui du public. ■

Marie-France Cyr

## Déclic

**t**rois ouvrages publiés par les Éditions Paulines et le Centre de pastorale en milieu ouvrier s'ajoutent à ceux qui forment déjà la collection Déclic: Robert David, *C'est pas fini! La création d'hier à demain*, 60 p.; Guy Côté, *Résister – le combat d'une espérance têtue*, 70 p.; André Myre, *Scandale! Jésus et les pauvres*, 61 p. Depuis quelques années, cette collection nous a proposé des petits livres écrits par des théologiens, des théologiennes et des biblistes connus pour leur option dans la ligne des théologies de la libération et de la résistance. Leur réflexion s'enracine dans une expérience d'engagement auprès des groupes populaires. Écrits à partir de positions exégétiques sérieuses, ces petits ouvrages sont facilement abordables et constituent des outils très intéressants pour une éducation de la foi qui veut se situer à partir d'un engagement concret.

*C'est pas fini! La création d'hier à demain* de Robert David répond à certaines objections sur les contradictions apparentes entre les récits de la création et ce que nous en dit l'état actuel de la science. L'auteur nous fait entrer dans le questionnement d'un travailleur, Fred, qui cherche à comprendre l'origine du monde. Les récits bibliques de la création, lus à travers l'histoire du peuple d'Israël, sont riches d'un enseignement très actuel. C'est dans la relecture au quotidien «de ses expériences de libération, qu'Israël a découvert celui qui guidait ses pas». En transposant les grandes étapes de son histoire vers les origines de l'univers, les auteurs bibliques ont voulu mettre en évidence la fidélité de Dieu pour les hommes

et les femmes de tous les temps.

L'auteur aide le lecteur à saisir que la création n'est pas achevée, que Dieu ne cesse de créer, de travailler à libérer et que les humains sont eux aussi responsables de la création et de la libération de l'humanité. «Toute ma réflexion sur la création, nous dit Fred, a commencé le jour où j'ai vu l'homme-à-la-revue-qui-annonçait-la-fin-du-monde. Qu'il dise vrai ou non, j'ai l'impression que, si la fin du monde est proche, c'est pas parce que Dieu le veut ainsi. Ça concerne bien plus nos choix à nous.»

Par sa recherche, Fred fait aussi bouger ses concepts de Dieu et peut-être aussi les nôtres. Son expérience nous fait prendre conscience de l'importance d'une réflexion commune et solidaire pour cheminer vers une foi plus vivante et formatrice.

Dans *Résister – le combat d'une espérance têtue*, Guy Côté présente le livre de Daniel en nous proposant «d'y trouver des repères» pour «aider à garder espoir alors que l'utopie se porte mal». Parcourant nos «belles histoires de résistance», l'auteur situe ensuite le livre de Daniel dans son contexte historique, deux époques difficiles pour le peuple d'Israël: l'exil à Babylone et la persécution syrienne. Dans une troisième partie, il nous présente le livre de Daniel comme un message aux résistants juifs: «comment résister aux avantages de l'infidélité, au cœur d'un empire prestigieux et redoutable? Comment continuer d'espérer en Dieu devant son silence?»

Revenant à notre propre situation, cet éclairage biblique nous aide à faire l'analyse de l'oppression actuelle du pouvoir économique. Tel est l'objet du quatrième chapitre. À quoi résistons-nous? «à la rupture de solidarité qui défigure l'humain, en humiliant les uns et en avilissant les autres» (p. 53). La résistance proposée dans le livre de Daniel est celle qui crie non: «contre la violence, contre l'évidence, il proclame l'impossibilité de l'indifférence et de la mort de Dieu» (p. 63.). «Résister, dans la perspective du li-

vre de Daniel, c'est donc un ensemble d'attitudes et de comportements qui visent à transfigurer le présent en espérance têtue» (p. 56).

En s'attaquant à un récit biblique plutôt difficile à cause de son langage apocalyptique, Guy Côté relève le défi de rendre accessible et parlant un texte dont le sens nous est d'abord voilé. Son développement sur la résistance comme voie spirituelle et geste d'engagement pourra soutenir nombre de chrétiens et de chrétiens aux prises avec le scandale du silence de Dieu et l'apparent échec des efforts humains pour transformer le monde.

Un troisième petit livre de cette collection, écrit par André Myre, éclairera ceux et celles qui ont pris option pour les pauvres au nom de l'Évangile tout en ébranlant une certaine conception spiritualisante de la foi. *Scandale! Jésus et les pauvres* nous propose de suivre Jésus dans son option pour les pauvres. S'enracinant dans la tradition biblique où Yahvé est le «faiseur de droit pour les opprimés, le donneur de pain pour les affamés» (Ps 146), l'agir de Jésus se concentre sur les pauvres. «Pourquoi vouloir faire de tout le monde les destinataires de l'Évangile de Jésus, alors que ce dernier donnait la priorité aux pauvres?» nous dit l'auteur. Jésus a été sensible à la misère économique des pauvres mais surtout au mépris et à l'humiliation qui accable bien souvent le pauvre. Le riche peut vivre bien des revers, mais l'argent rend le malheur confortable. Quand le «pauvre parle, on dit: "Qui est-ce?" et s'il trébuché, on le fait culbuter» (Sir. 13, 23).

Jésus fut lui-même un pauvre qui fit des petites choses, «comme le grain de sénévé planté en terre». Mais «il faut avoir les yeux de Dieu pour trouver son action importante». Voilà pourquoi les grands qui, pourtant, étaient du «bon monde» n'ont pu supporter cet homme si déroutant, car «ils ne raisonnent pas comme le Dieu déroutant du Règne». Nous retrouvons dans les Béatitudes «les traits du visage de Jésus, l'air de famille, qui vient du Père et qui montre quel gen-

re d'humains deviennent ceux et celles qui s'alignent sur Jésus». Plutôt qu'à conserver la vision de Jésus qui était un homme de son temps, l'appel du Christ nous invite aujourd'hui à inventer une manière propre à notre temps d'être une communauté vivante où riches et pauvres partagent, luttent ensemble contre les structures oppressives qui font scandale et acceptent d'être geste et parole de Dieu pour et avec les pauvres. ■

Jean-Marc Biron

## Livres reçus

Parmi les livres reçus ces derniers mois, *Relations* vous signale les ouvrages suivants:

– Eugen Drewermann, *La Barque du soleil. La mort et la résurrection en Égypte ancienne et dans l'Évangile*, Paris, Seuil, 1994; 368 p.

– Gilles Routhier, *Les pouvoirs dans l'Église. Étude du gouvernement d'une Église locale: l'Église du Québec*, Montréal, Paulines, 1994; 523 p.

– Philippe Bergeron et Céline Poulin, *Le couple face à la mort. La mort du couple*, Montréal/Ste-Foy, Paulines/Presses de l'Université du Québec, 1994; 61 p.

– Michael Stogre, *Pensée sociale chrétienne et droits des Autochtones*, Montréal, Paulines, 1994; 325 p.

– Lionel-Henri Groulx, *Le Travail Social. Analyse et évolution, débats et enjeux*, Laval, Agence d'ARC, 1994; 300 p.

– Christian Bobin, *L'inespérée*, Paris, Gallimard, 1994; 135 p.

– Guy Aznar, *Travailler moins pour travailler tous, 20 propositions*, Paris, Syros, 1993; 268 p.

– M. Raboy, I. Bernier, F. Sauvageau et D. Atkinson, *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*, Québec, IQRC, 1994; 144 p.

– Danielle Roger, *Petites fins du monde et autres plaisirs de la vie*, Montréal, Les Herbes rouges, 1994; 84 p. ■

# références

Mohamed Larbi Bouguerra, *La recherche contre le tiers monde. Multinationales et illusions du développement*, Paris, Presses universitaires de France, 1993; 293 p.

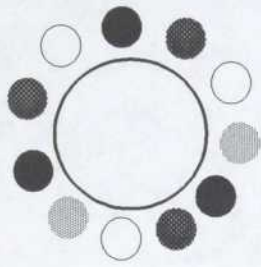
Jacques Poulin, *La tournée d'automne*, Montréal, Leméac, 1993; 208 p.

Jorge Semprun, *Federico Sanchez vous salue bien*, Paris, Grasset, 1993; 334 p.

Lina Trudel, *La population face aux médias*, Montréal, VLB, 1992; 223 p.

Collection Déclis, Montréal, Paulines/CPMO: Robert David, *C'est pas*

*fini! La création d'hier à demain* (1992), 60 p.; Guy Côté, *Résister – le combat d'une espérance têtue* (1993), 70 p.; André Myre, *Scandale! Jésus et les pauvres* (1993), 61 p.



# Vivre ensemble

BULLETIN DE LIAISON EN PASTORALE INTERCULTURELLE

CENTRE JUSTICE ET FOI

SECTEUR DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

*Pour bâtir  
une Église et  
une société  
pluri-ethnique  
où chacun  
aurait sa  
place*

**Vivre ensemble** soutient l'engagement pour une Église où ceux et celles qui partagent la même foi en Jésus-Christ, quelles que soient leurs origines, trouveront un accueil fraternel dans l'égalité et la coresponsabilité. Ce bulletin concerne autant la population québécoise d'accueil que les nouveaux arrivants.

**Vivre ensemble** a pour objectifs de:

- promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants au Québec;
- fournir des éléments de réflexion qui serviront de base à une action concrète;
- présenter des expériences de rapprochement entre Québécois et néo-Québécois;
- informer sur des projets d'intégration entrepris hors du Québec;
- faire connaître divers organismes qui peuvent aider à mieux comprendre les diversités culturelles et religieuses;
- être un moyen de communication pour tous ceux et celles qui s'intéressent à la question de l'immigration.

**Vivre ensemble** croit à l'importance des paroisses, communautés et mouvements chrétiens comme lieux privilégiés d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants. C'est pourquoi **Vivre ensemble** est particulièrement destiné aux pasteurs et agent(e)s de pastorale, mais aussi aux intervenants des divers milieux de la société québécoise.

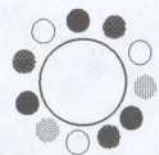
## *Les dossiers parus:*

- *L'intégration des nouveaux arrivants* ► *Pour une convivance religieuse positive* ► *Premiers contacts avec l'inconnu* ► *Sommes-nous mûrs pour la laïcité au Québec?* ► *Être jeune au Québec et appartenir à une communauté culturelle* ► *L'intégration, la foi et la fraternité* ► *Les anglophones* ► *Une culture publique commune* ► *La famille* ► *Les nouvelles religions.*



**Vivre ensemble** paraît quatre fois par an. Abonnement annuel: 10,00\$\*  
Adresser votre chèque à l'ordre du Centre justice et foi  
et retourner au **Centre justice et foi, Secteur des communautés culturelles**  
**25 rue Jarry Ouest, Montréal (Québec) H2P 1S6**

\* toutes taxes incluses. TPS: R119003952 TVQ: 1006003784



---

# relations

juin 1994 3,50\$ no 601

---

## SOMMAIRE

---

### face à l'actualité 131

La révolution McKenna (P.-M.D.) – De l'amour et des restes humains (M.L.) – Des communautés rurales responsables (R.M.) – Zimbabwe: vers un développement autofinancé? (M.B.)

---

### dossier 135

#### *Le travail à la marge*

Jacques Boucher	Le travail à la marge	136
Laura C. Johnson	Le travail à la maison	137
M. Boti et M. Smith	«La denrée la plus rentable»	139
D. Guigard Feredj	Plus de deux millions de bénévoles au Québec	142
Jacques T. Godbout	Le bénévolat et l'entraide	143

---

### en bref 148

### articles 149

Jean-Pierre Charbonneau	Le Rwanda: après les massacres	149
Francine Saillant	Le SIDA, métaphore sociale de la vie moderne	151

---

### lectures 155

---

Photographie de la page couverture: Robert Fréchette/STOCK

## LES SOIRÉES RELATIONS SUR VIDÉO

Location (10 jours): 7\$ + frais d'expédition. Achat: 25\$. Noter que TPS et TVQ sont incluses dans ces prix.

Pour obtenir la liste des soirées enregistrées qui sont disponibles, s'adresser à Pauline Roy-Servant.

Les Soirées reprendront en septembre. Surveiller notre publicité dans LE DEVOIR.

Centre justice et foi, 25 rue Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 Tél.: (514) 387-2541